

Pas de gel des prix en vue à Québec L'essence: 5 cents de plus demain

Le prix de l'essence augmentera de cinq cents le gallon, demain, au Québec, à moins que le gouvernement intervienne à la toute dernière minute en vue de prolonger de 15 jours, comme il a déjà invité les compagnies pétrolières à le faire, le gel de 45 jours sur les prix du pétrole décrété par Ottawa le 1er juillet dernier.

Devant la réponse négative de l'industrie pétrolière, le conseil des ministres québécois a étudié, hier, la

question des prix du pétrole, mais il n'a arrêté aucune décision.

Entre-temps, le nouveau ministre des Richesses naturelles, M. Jean Cournoyer, poursuit ses conversations avec les représentants de l'industrie pétrolière et il doit faire un rapport complet de sa mission et soumettre ses recommandations au Premier ministre Bourassa, demain après-midi.

Mais il sera trop tard, car la compagnie Imperial Oil a annoncé qu'elle augmenterait de 4,8 cents le gallon le

prix de gros de son essence, demain, au Québec.

On pense que cette décision, qui sera imitée par les autres grandes compagnies, entraînera une augmentation de 5 cents ou plus au niveau des prix de détail, ce qui devrait porter à environ 79 cents le gallon le prix de l'essence dans la région de Montréal. L'huile à chauffage passerait à 45 cents le gallon.

Le gouvernement Bourassa avait espéré que les compagnies prolonge-

raient volontairement le gel des prix jusqu'à la fin du mois au moins, en épuisant leurs réserves avant d'augmenter les prix, mais les compagnies semblent avoir déjà engagé leur processus de hausse, depuis que le prix du pétrole brut canadien est passé de \$6,50 à \$8 le baril.

Le premier ministre Bourassa a confié, hier à LA PRESSE, qu'il s'était entretenu sur cette question avec ses homologues d'autres provinces, qu'il a préféré ne pas identifier.

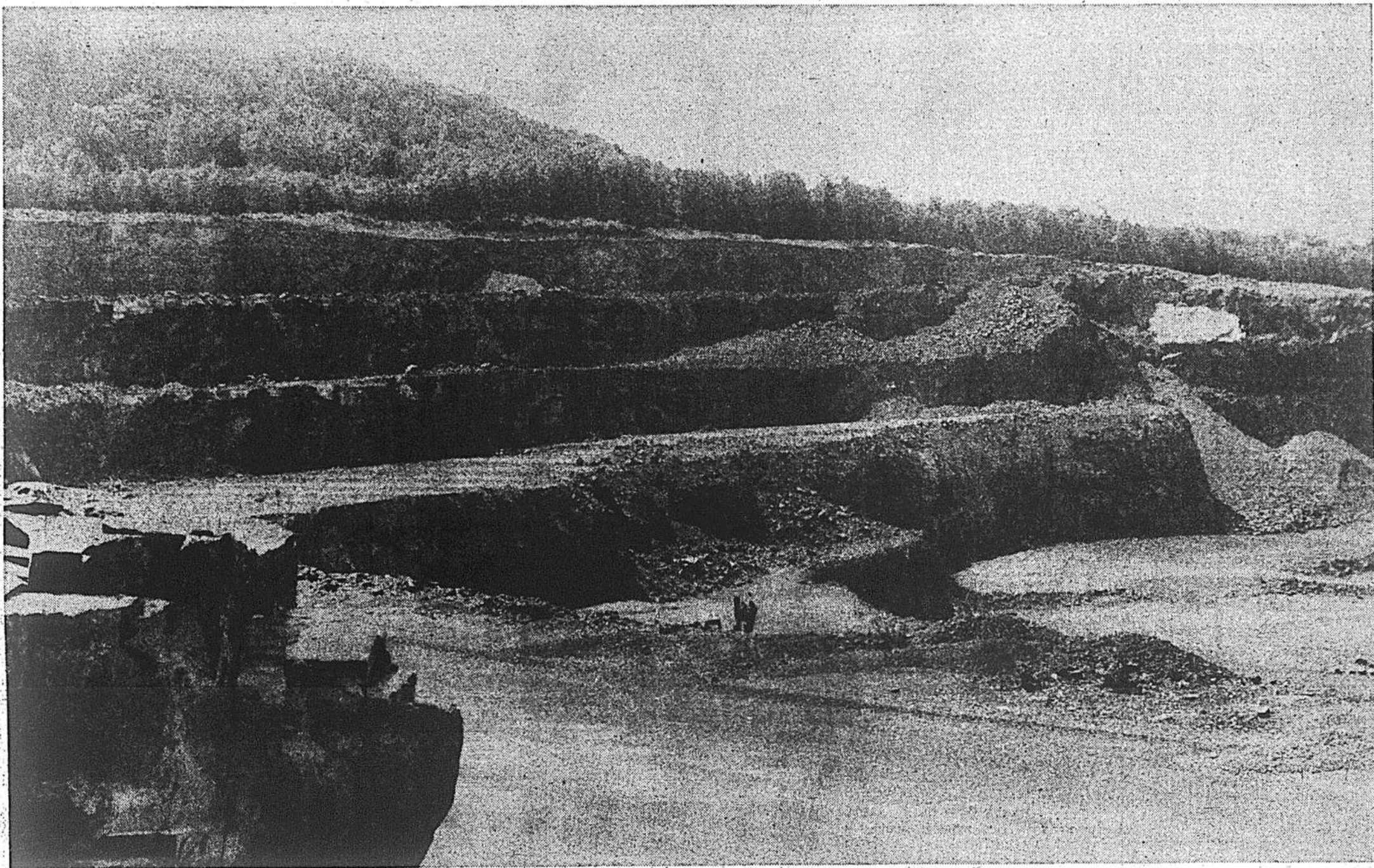
De plus, il a dit qu'il s'informait de l'évolution du dossier dans d'autres provinces.

Le gouvernement de l'Ontario a déjà ordonné aux compagnies pétrolières de geler leurs prix jusqu'au 1er octobre, et celui de la Colombie-Britannique a prolongé hier le gel des prix du pétrole jusqu'au 3 septembre prochain.

En cherchant la collaboration de l'industrie pétrolière, le gouvernement du Québec voulait surtout s'assurer

que l'augmentation survenant après la levée du gel ne serait pas supérieure à celle qui était déjà envisagée.

En effet, bien plus que de vouloir prolonger le gel, le gouvernement québécois désirait éviter aux consommateurs québécois de payer plus cher leur essence pour le gel imposé ailleurs, et le gouvernement fédéral avait lui-même demandé, jeudi dernier, aux raffineurs de ne pas imposer une hausse plus élevée dans les provinces qui n'optaient pas pour le prolongement du gel des prix.



Les propriétaires des carrières Mont-Bruno estiment qu'ils pourront continuer d'exploiter leurs sites pendant au moins 25 années encore. La nouvelle réglementation leur en donnera le droit. Actuellement, l'on y extrait 8,000 tonnes de roc par jour.

Les monts Saint-Bruno et Saint-Hilaire se transforment en mines à ciel ouvert

par Jean-Pierre BONHOMME

A moins d'une flambée rapide — bien hypothétique — de l'opinion publique, les exploitants actuels de carrières, qui grugent et qui défigurent inexorablement les sites naturels que sont les montagnes de Saint-Bruno et de Saint-Hilaire, pourront continuer leur activités pour plusieurs décennies encore.

En effet, les délais légaux — 60 jours — dont les citoyens disposaient

pour faire des représentations tendant à faire modifier l'avant-projet de règlement relatif aux carrières est expiré et les dispositions, permissives à l'égard des opérations existantes, n'ont pas provoqué de résistance de la part des municipalités et des conservationnistes.

Les porte-parole des Services de protection de l'Environnement se disent surpris de ce silence de l'opinion, surtout si l'on songe aux nombreuses

récriminations exprimées ces dernières années par les citoyens incommodés par le bruit et la poussière et spoliés à cause d'une dégradation éhontée d'un des plus beaux paysages québécois.

La nouvelle réglementation sur les carrières, dont le processus de révision est présentement en cours et qui devrait entrer en vigueur cet automne, interdira toute nouvelle exploitation de carrière sur les sites naturels que

sont les monts Saint-Bruno, Saint-Hilaire, Rougemont et Saint-Grégoire — la côte de Beauport fait également l'objet d'une interdiction — mais les entreprises en activité pourront continuer d'opérer.

Les dirigeants de la plus grande de ces exploitations, les Carrières Mont-Bruno, filiale de la Compagnie Spangcre, elle-même filiale du holding Dominion Lime, estiment que leur mine pourra effectivement produire de

façon rentable pendant au moins 25 ans à St-Bruno, dépendant de la demande. D'autre part, ils manifestent l'intention d'agrandir la surface de leurs territoires pour occuper toute la superficie dont ils sont les propriétaires. A vue d'oeil, la superficie totale pourrait être d'un mille de profondeur.

Les dirigeants de l'environnement industriel à Québec et à Montréal ont

Voir MONTS, page A 6

Reid avait eu une "intuition" et non une "information"

par Claude GRAVEL
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Le secrétaire parlementaire du Conseil privé, M. John Reid, n'a obtenu aucune information confidentielle sur un amendement au budget de novembre 1974 et c'est uniquement par "intuition" qu'il a pu prédire à des hommes d'affaires de son comité l'abolition de la taxe sur les embarcations de plaisance.

C'est ce qu'a soutenu hier le député de Kenora-Rainy River durant un interrogatoire de huit heures au Comité des privilèges et élections de la Chambre des communes. Les séances du comité ont débuté lundi dernier. Le comité doit remettre

son rapport à la reprise de la session, le 14 octobre prochain.

M. Reid a accusé la direction du journal "The Gazette" d'incompétence et lui a prêté des intentions malicieuses pour lui avoir attribué ce comportement dans son édition du 24 juillet 1974 et pour ne pas s'être rétractée convenablement le lendemain, même après la mise au point du député aux Communes. M. Reid veut poursuivre ce journal en justice.

Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé a même reçu un appui inattendu quand le président du Comité des privilèges, M. Rod Blaker, a déposé un affidavit du président de Outboard Ma-

Voir REID, page A 6



Le député John Reid.

1616photo PC

Carvalho offre un plan inédit

D'après UPI, AP et AFP

LISBONNE — Tandis que se poursuit au Portugal l'épreuve de force entre modérés et communistes au sein même de l'armée, et que se maintient la flambée de violence anticommuniste dans le nord du pays, le général Otelo Saraiva de Carvalho se présente désormais comme l'homme de la situation, celui qui détient les clés de la crise politique.

Le commandant du Copcon, qui s'est habilement placé au-dessus de la mêlée qui a éclaté après la publication du "document Melo Antunes", a en effet publié, hier, son propre "plan de sauvetage de la révolution portugaise", document dans lequel il s'en prend à presque tous les courants politiques majeurs du pays, y compris les communistes, les modérés et les dirigeants militaires.

Et dans la soirée, le général de Carvalho réunissait une centaine d'officiers commandant les diverses uni-

tés du Copcon, le Commandement opérationnel du continent, fer de lance de l'armée portugaise, ainsi que les commandants des trois régions militaires du pays, pour leur exposer son plan et analyser avec eux tous les aspects de la crise actuelle.

Le plan Carvalho propose essentiellement une alternative de gauche à la crise, alternative qui rejette à la fois la social-démocratie et le capitalisme d'Etat, tout comme le fait le projet Melo Antunes, mais qui, à la différence de celui-ci, laisse entrevoir un projet de pouvoir ouvrier.

Publié par le quotidien du soir A Capital, le plan Carvalho déclare notamment: "Les erreurs du gouvernement ont soulevé l'opposition ouverte du peuple vis-à-vis du MFA et ce mouvement croissant a été exploité par les réactionnaires qui ont réussi à provoquer l'escalade de la violence".

Au moment de la publication du do-
Voir CARVALHO, page A 6

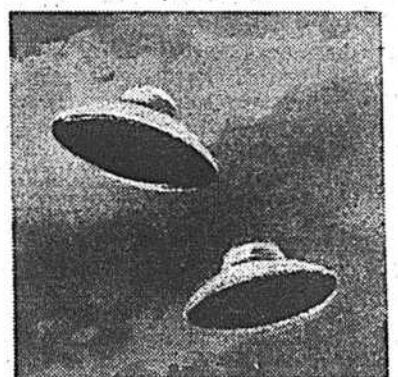
AUJOURD'HUI

Epargne

Les dépôts d'épargne personnelle des Ontariens sont deux fois plus élevés que ceux des Québécois. Les comptes de banque ordinaires laissent apparaître un écart encore plus accentué entre les deux provinces. Les Ontariens, de plus, achètent à peu près le double du montant des obligations d'épargne fédérales acquises par les Québécois.

— page D 6

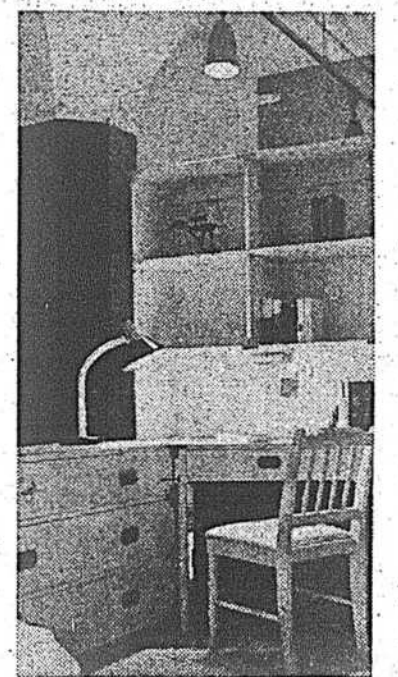
Cosmos



Des humains ont vu les fameux objets volants non identifiés. Certains d'entre eux ont même aperçu des occupants intelligents... ou intelligemment guidés. Quant aux OVNI eux-mêmes, ils se présentent sous les formes les plus diverses à l'observation des témoins. Germain Tardif en présente une description dans le cinquième de sa série d'articles.

— page A 11

Décoration



Aménager pour les jeunes un coin de la maison qui soit pensé en fonction du travail ou de l'étude, c'est le problème qu'étudie Stéphane Moisan avec un spécialiste en décoration qui affirme, comme Jean-Jacques Rousseau, que, sur ce sujet, les principaux intéressés devraient être consultés.

— page B 1

SOMMAIRE

Arts et spectacles: D 1 à D 4
Bandes dessinées: E 2
Cinéma: D 5
Décès, naissances, etc.: F 11
Economie: D 6 à D 10
Editorial: A 4
Etes-vous observateur?: E 2
Horoscope: B 4
Informations étrangères: E 1
Les maux de notre langue: D 11
Page des lecteurs: A 5
Loisirs et récréation: E 2
Médecine d'aujourd'hui: B 2
Mon oeil sur Montréal: B 5
"Mot-mystère": E 2
Mots croisés: F 5
Petites annonces: E 3 à E 7, F 1 à F 10
Radio et télévision: D 5
Sports: C 1 à C 8
Vivre aujourd'hui: B 1 à B 6

Tout peut maintenant se produire sur l'échiquier politique argentin

Rentré il y a quelques jours d'un séjour en Argentine, le journaliste de LA PRESSE, Pierre Saint-Germain, a passé en revue, dans une série d'articles dont voici le dernier, divers aspects de la problématique argentine: le terrorisme, l'économie, le péronisme en tant que phénomène politico-mystique. Dans l'article publié lundi dernier, d'ailleurs, une phrase, où une erreur faisait dire que "le péronisme a fait des centaines de victimes", les lecteurs attentifs auront compris qu'il fallait lire "le terrorisme". Dans ce dernier article, Pierre Saint-Germain décrit le complexe échiquier politique du pays.

par Pierre SAINT-GERMAIN
envoyé spécial en Argentine

Y AURA-T-IL une intervention militaire de droite? La présidente Isabel Peron démissionnera-t-elle? Les Argentins se posent ces questions depuis le début, en juin dernier, de la crise politique, économique et sociale qui ébranle le pays. Beaucoup sont portés à répondre oui dans les deux cas.

A Buenos Aires, il y a une dizaine de jours, divers milieux ne cachaient pas leur crainte d'un coup des Forces Armées. Le terrorisme, aussi bien d'extrême gauche que d'extrême droite, s'intensifiait. L'agitation sociale se répandait dans les entreprises et menaçait de descendre dans la rue.

Trois factions militaires

Le fait qu'un colonel détienne le ministère de l'Intérieur, dans le nouveau gouvernement formé lundi dernier, montre bien que les Forces Armées passeront à l'action si la situation continue à se détériorer, comme on le prévoit.

Un général à la retraite, arrêté en 1952 et condamné à la prison pour avoir conspiré contre le régime péroniste de l'époque, m'a as-

suré que les militaires se divisent en trois groupes:

1 — Ceux qui veulent en finir non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec le système actuel qu'ils considèrent comme le plus néfaste de l'histoire de l'Argentine. Ce groupe pourrait éventuellement constituer la majorité.

2 — Ceux qui cherchent l'appui des syndicats pour renverser le gouvernement. C'est le groupe le plus réduit.

3 — Ceux qui sont légalistes et qui cherchent à éviter à tout prix l'intervention des Forces Armées.

La place de l'armée

La probabilité d'une intervention militaire est inscrite dans l'histoire, m'expliquait un vieux professeur. "Dans ce pays, soulignait-il, on ne gouverne pas contre l'armée, qui se croit dépositaire de la légitimité nationale."

On comprend alors que les différents éléments à l'œuvre sur la scène argentine se disputent la faveur des militaires.

"La Confédération générale du travail jouit d'un grand prestige au sein des Forces Armées", m'a dit le porte-parole de cette centrale qui compte plus de trois millions d'adhérents et est dirigée par les péronistes modérés, sinon de droite. "La CGT sait que les Forces Armées ont une place très précise à occuper et un important rôle à jouer dans la lutte pour la libération et la reconstruction nationale", ajoutait-il.

Au Parti communiste, on est peu nuancé.

Guerre civile possible

"Les Forces Armées en Argentine n'ont pas de tradition constitutionnaliste, m'y a-t-on précisé. Depuis 1930, il y a eu de nombreux gouvernements militaires. Mais, ces derniers temps, il semble se produire un changement sensible au sein des Forces Armées. Un général a récemment fait des déclarations qui constituent une véritable autocritique. Le PC a eu de nombreux contacts avec les chefs militaires, à tous les niveaux et dans tout le pays. Pour qu'il y ait une profonde révolution en Argentine, il faut au moins qu'une bonne



Ítalo Luder: son rôle est de redorer le blason du péronisme divisé, menacé.

partie des Forces Armées soit avec le peuple."

Si un coup d'Etat militaire de gauche est exclu, une boucherie d'extrême droite, comme celle qu'a connue le Chili en 1973, semble improbable. Toutefois, certains militaires ne rejettent pas complètement la possibilité d'une guerre civile si les Montoneros, organisation péroniste d'extrême gauche, clandestine et armée, et l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), marxiste-léniniste, "décident de la déclencher".

Le général que j'ai interviewé précise avoir appris des services de renseignements des Forces Armées que les Montoneros et l'ERP

disposent ensemble de plus de 30.000 hommes et pourraient avoir l'appui de 200.000 à 300.000 combattants venant d'autres pays d'Amérique latine. Selon les observateurs indépendants, de telles assertions paraissent plus fantaisistes que réelles.

La majorité de l'opinion publique estime qu'une éventuelle intervention des Forces Armées viserait principalement au rétablissement de l'ordre, mais n'entraînerait pas nécessairement la formation d'un gouvernement militaire.

La dernière dictature bottée et casquée, celle de 1966-73, a échoué. Les Forces Armées ne sont pas tentées de recommencer cette expérience qui a finalement abouti au retour du péronisme, rappelle-t-on. Cette fois, les généraux préféreraient rester dans l'ombre d'un gouvernement qu'ils manipuleraient.

L'erreur d'Isabel

Et que deviendrait Isabel dans une telle éventualité?

— Il n'est pas nécessaire qu'elle parte, répète-t-on à gauche et à droite, à condition qu'elle dirige vraiment, puisque l'Argentine est dotée d'un régime présidentiel.

Mais à peu près tout le monde ajoute:

— Isabel n'est qu'un symbole. Cette ex-danseuse de folklore est bien gentille, mais elle n'est pas faite pour jouer le rôle que Peron lui a confié.

L'autocensure que pratiquent presque tous les journaux argentins ne leur permet pas de rapporter ces choses d'une façon aussi crue, mais les journalistes confient en

privé qu'Isabel ne se rendra probablement pas jusqu'à la fin de son mandat, en 1977. Ce qui ne l'a pas aidé, font-ils observer, c'est la confiance qu'elle a mise en M. Jose Lopez Rega, charlatan qui s'imposa comme l'homme fort du régime et le fit glisser à l'extrême droite.

Le rôle de M. Luder

Si la présidente se retirait, pour raisons de santé ou autres, c'est le président provisoire du Sénat, M. Ítalo Luder, qui lui succéderait. M. Luder a été élu à ce poste en dépit de l'hostilité d'Isabel. Elle voulait que la présidence du Sénat demeure vacante. Son successeur au poste de chef de l'Etat — en cas de démission, décès ou empêchement — aurait alors été M. Raul Lastiri, gendre de M. Lopez Rega, qui était président de la Chambre des députés. Mais cet épisode est terminé: la "clique Rega" — comme on l'appelle — a été éliminée et M. Lastiri a dû démissionner.

La tâche de M. Luder est de redorer le blason du péronisme. Il jouera de prudence et d'habileté d'ici aux élections générales de 1977. En 1973, Peron a été élu avec plus de 60 p. cent des voix, mais cette victoire est attribuable à un conglomérat des plus hétéroclites: gauche et droite péronistes, gauche marxiste, gauche chrétienne, etc. Or, ce conglomérat s'est effrité avec le péronisme, lequel ne représente probablement pas plus de tiers des électeurs.

Les chances des radicaux

A la Chambre des députés, le Front justicialiste de libération (FREJULI) détient 147 des 242 sièges. Il s'agit d'une coalition composée du Parti justicialiste (c'est-à-dire péroniste), du Mouvement d'intégration et du développement (Parti néo-capitaliste inspiré par l'ancien président Arturo Frondizi) et des chrétiens populaires. L'Union civique radicale, avec 51 députés, est le principal parti d'opposition. Il en est de même au Sénat, où le FREJULI occupe 44 des 69 sièges comparativement à 12 pour l'UCR.

M. Ricardo Balbin, un vieux de la vieille, est le leader du Parti radical. Il a été longtemps au pouvoir. Située au centre de l'échiquier politique, certains disent même au centre-gauche, cette formation s'appuie sur les classes moyennes et la petite bourgeoisie. Les radicaux ont traditionnellement défendu les droits et les libertés démocratiques. Cependant, ils ont toujours évité le problème agraire, car une importante partie de leur clientèle se compose de propriétaires fonciers. La tendance de gauche au sein de l'UCR s'appelle le Mouvement de renouvellement et de changement. Elle est animée par M. Raul Afonsín.

Par suite de l'usure du péronisme, les radicaux — qui ont recueilli près de 25 p. cent des voix en 1973 — pourraient donc arriver en tête aux élections de 1977... si d'ici là l'Argentine ne tombe pas sous une nouvelle dictature militaire.

La longue attente dans les camps

C'EST TRES bien ici, mais on ne peut sortir: pour beaucoup de réfugiés sud-vietnamiens arrivés voici maintenant trois mois à Camp Pendleton, l'attente commence à être longue.

Le placement de ces réfugiés, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, semble en effet s'effectuer moins rapidement et moins facilement que prévu. D'où une certaine impatience qu'ils évitent cependant d'exprimer trop ouvertement.

Le problème est que nous n'arrivons pas à trouver suffisamment de familles ou d'organismes prêts à accueillir ou à parrainer des réfugiés, déclare M. Nicholas Thorne, coordonnateur civil du plus grand des quatre centres d'hébergement créés aux Etats-Unis pour les Sud-Vietnamiens.

En outre, le transfert de ces réfugiés vers d'autres pays paraît se heurter à une certaine lenteur administrative et les responsables américains ont du mal à trouver de nouvelles terres d'asile.

Plusieurs pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Colombie) se sont déclarés prêts à recevoir des réfugiés. Mais parmi les pays d'Afrique francophone, seul le Gabon a pour le moment répondu favorablement.

M. Thorne manifeste un certain étonnement à cet égard mais se déclare en revanche satisfait des efforts déployés par le gouvernement canadien. Camp Pendleton est le seul centre d'où partent les réfugiés vers le Canada (environ 1.600 depuis trois mois). Beaucoup cependant hésitent à s'y rendre en raison de la rigueur du climat.

La grande base militaire californienne abrite encore quelque 15.000 réfugiés. A l'heure actuelle, la moyenne des départs s'établit aux environs de 300 par jour et les responsables du camp espèrent le fermer dans le courant du mois d'octobre. Mais il faut que des paravents se manifestent en plus grand nombre, sinon cette fermeture pourrait être retardée.

Au total, sur près de 120.000 réfugiés sud-vietnamiens arrivés aux Etats-Unis, quelque 50.000 attendent toujours d'être réinstallés. Les autres centres d'hébergement se trouvent à Fort Chaffee, en Arkansas (20.000), où s'est rendu dimanche dernier le président Ford, à Eglin, en Floride (3.000) et à Fort Indian Gap, en Pennsylvanie (12.000).

S'ils se montrent impatients d'en sortir, les réfugiés, néanmoins, sont dans l'ensemble satisfaits des conditions de vie à Camp Pendleton, en dépit de l'exiguïté des tentes qui les abritent.

Les problèmes de nourriture surgissent le premier mois mais disparaissent et aucun autre incident n'a pour le moment été signalé.

Nous sommes très bien ici et les conditions sont très favorables, déclare en bon français, Tran Huu Ich, qui était astrologue à Saigon. Il s'empresse cependant d'ajouter qu'il faut laisser la place et qu'il ne comprend pas pourquoi le gouvernement français n'a toujours pas répondu à sa demande de visa, présentée il y a trois mois.

"C'est quand même un peu une prison ici et j'aimerais partir assez vite mais je ne sais pas encore très bien où aller", dit un autre réfugié qui préfère garder l'anonymat.

Pourtant, la presse américaine a fait état d'une certaine "camp-nite", néologisme appliqué aux réfugiés qui hésitent à quitter les centres d'hébergement pour être réinstallés.

Effectivement, précise un responsable du camp, quelques-uns paraissent se contenter de leur sort et, surtout ceux qui ne parlent pas anglais, ont peur de quitter leurs compatriotes pour affronter un monde qu'ils ne connaissent pas.

Les cours d'anglais organisés dans le camp sont suivis avec application. Ils sont fantastiques estime un professeur qui vient tous les jours de Los Angeles enseigner bénévolement aux réfugiés les rudiments linguistiques nécessaires à la vie de tous les jours.

Dans le camp se trouvent encore une trentaine de Vietnamiens qui ont demandé à être rapatriés dans leur pays et vont être transférés vers Guam où près de 3.000 de leurs compatriotes attendent la permission des autorités de Saigon. Mais ils se montrent très discrets et refusent de parler aux journalistes.

En revanche, Prum Sokha ne fait aucun mystère de son désir de retourner au Cambodge, "pour servir mon pays et être Cambodgien au Cambodge", précise-t-il. Pilote stagiaire d'hélicoptère en Alabama au moment de la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges, il s'apprête à partir vers la France d'où, espère-t-il, il lui sera sans doute plus facile de rentrer dans son pays.

□ Agence France-Presse

Un contraste flagrant à la biennale de la francophonie

Deux jeunes Acadiens: On se sent rejetés par le Québec et l'Acadie

par Lysiane GAGNON
envoyée spéciale de LA PRESSE

CHICOUTIMI — Roger Savoie, 34 ans, avocat, Acadien. Micheline Savoie, 32 ans, documentaliste, Acadienne. Aucun lien de parenté. Le premier vit et travaille au Nouveau-Brunswick. La seconde s'est exilée au Québec. Tous deux assistent aux travaux de la biennale de la francophonie canadienne, et, par rapport à la moyenne des délégués des minorités, ils sont, ma foi, fort jeunes... Et leurs propos forment un effet de contraste flagrant avec les envolées laborieusement optimistes des survivants des minorités de l'Ouest.

Comme la plupart des délégués des minorités françaises, leur séjour à Chicoutimi est défrayé par le papa-gâteau qui est à Ottawa, ou par le petit cousin qui est à Québec. (Ottawa verse \$50.000 à la biennale, et Québec, \$75.000.) Les gouvernements des provinces anglaises n'ont pas versé un sous à cette rencontre entre francophones du Canada. L'Ontario et les Maritimes y sont allés chichement, en consentant tout au plus à offrir une petite réception privée à leurs propres ressortissants.

Des quatre provinces de l'Ouest, pas un mot, pas un sou. "Et d'ailleurs, dit un porte-parole du Manitoba, on n'a rien demandé à notre gouvernement... S'il avait versé quelque chose, la somme aurait été prise à même les budgets de l'enseignement en français, — et cet argent-là, nous en ayons besoin chez nous!"

Même insatisfaction chez les Acadiens: "Les délégués les plus progressistes, dit Roger Savoie, sont bien conscients que la subvention du fédéral à la biennale provient des crédits réservés aux associations des minorités. Tout ce que la biennale peut nous apporter, c'est l'occasion de créer quelques liens avec d'autres minorités pour nous-

ser dans le dos du fédéral, qui, depuis qu'il a vu que la promotion des minorités francophones n'est pas rentable électoralement, a considérablement ralenti son action. Mais c'est un genre de front commun difficile à créer: il y a autant de différences entre les Acadiens et les Franco-Ontariens qu'entre les Québécois et les autres..."

Bien peu pour notre allégeance

"Depuis plusieurs années, dit Me Savoie, je préfère traiter avec les péquistes. Ils sont aussi sympathiques aux Acadiens que les fédéralistes, mais au moins avec eux on sait à quoi s'en tenir, ils n'essaient pas de nous conter des histoires. Depuis 1960, j'ai fait tout le trip des deux nations... et qu'est-ce que ça donne, le fédéral? Un petit peu d'aide financière, et puis Radio-Canada, dont la production locale est minime. C'est une présence francophone, mais ce n'est pas une présence acadienne. C'est bien peu pour acheter notre allégeance. Si le fédéral veut nous acheter, ajoutez-il avec un sourire doux-amère, qu'il paie plus cher... Et au lieu de défrayer les cours de français des fonctionnaires fédéraux de Moncton, qu'il fasse vivre le journal "L'Évangéline".

— Parmi les anciennes de ma classe de philo II, dit Micheline, il y en a 12 sur 14 qui sont maintenant au Québec. Les 12 sont séparatistes.

Moi aussi, dit Savoie, je me suis souvent demandé si je ne devrais pas aller vivre au Québec. Chaque fois que je me pose la question, je deviens enragé et je reste. J'ai un frère qui est parti. Il est péquiste. Je ne le vois pas comme un lâcheur, je le comprends... Pourquoi je reste? Parce que pendant plusieurs années, j'ai eu le goût de me battre. Aujourd'hui je suis fati-

gué. Ce sont plutôt des liens humains qui me rattachent à l'Acadie.

Quand je retourne au Nouveau-Brunswick, dit Micheline, je retrouve mon accent au bout de trois jours... Mais je ne me sens plus Acadienne. Ni Québécoise, d'ailleurs. Tu n'es jamais entièrement séparatiste quand tu es Acadienne. Tu es déchirée, tu as toujours peur... On se sent parfois rejeté et par le Québec et par l'Acadie.

C'est ça qui arrive à Edith Buttler (la chanteuse acadienne la plus connue), dit Savoie. Elle n'a pas été invitée à la Chant'Août parce qu'elle n'est pas Québécoise, dans leurs soirées parce qu'elle et les Acadiens n'ont pu l'inviter coûte trop cher et qu'elle a réussi ailleurs. Les seuls qui peuvent se la payer, maintenant qu'elle est connue, ce sont les Anglais — la Chamber of Commerce de Moncton... Ils voulaient faire une "Acadian Night".

— Ça la fait pleurer, Edith, dit Micheline. Elle a signé un contrat qui est à rédiger en français, elle ne savait pas. Cette fille-là, elle ne vit que pour l'Acadie. N'empêche que chaque année, Edith était au "Frolic" (mot acadien qui signifie "grosse fête"), et que cette année, elle chante pour les Anglais.

Cette année, reprend Savoie, on a fait venir un chanteur acadien de Louisiane. En l'écoutant on se sentait comme les Québécois devant les Acadiens, on ne comprenait pas son langage...

L'éternel complexe, dit Micheline... Les Français vis-à-vis les Québécois, les Québécois vis-à-vis les Acadiens, les Acadiens vis-à-vis les Louisianais... La fête des frolics, c'est un grand festival dans toute l'Acadie. Cette semaine, c'est le festival de Caraquet...

Elle se tourne vers Savoie: "C'est là qu'on devrait être..."



Isabel Peron: résistera-t-elle aux pressions jusqu'à la fin de son mandat, en 1977? Plusieurs disent que non.

en bref

Mgr Capucci met fin
à sa grève de la faim

JERUSALEM (AFP) — Mgr Hilarion Capucci a mis fin hier à la grève de la faim partielle qu'il menait depuis deux semaines.

Le vicaire patriarcal melchite, condamné l'an dernier à douze ans de prison pour coopération avec l'organisation palestinienne El Fatah et détention et trafic d'armes pour le compte de cette organisation, entendait protester contre l'existence de sa cellule et la limitation des visites qu'il est autorisé à recevoir. Il avait également demandé à pouvoir se promener davantage. Il a reçu la promesse que ces demandes seraient étudiées et que satisfaction lui serait donnée dans la mesure du possible.

Les médecins qui soignent le prélat démentent les informations en provenance de pays arabes, selon lesquelles la santé de Mgr Capucci se détériorerait à la suite d'un manque de soins. Ces informations sont totalement dénuées de fondement, déclarent-ils. La seule maladie dont souffre Mgr Capucci est l'affaiblissement d'une vertèbre, décalciée depuis plus de dix ans, et les soins nécessaires lui sont donnés. Par ailleurs, sa semi-grève de la faim n'a en rien affecté sa santé, le prélat ayant maintenu une alimentation lactée.

"Made in Japan"

TOKYO (AP) — Avec un large sourire, le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Kiichi Miyazawa, a remis mardi à l'un des dirigeants du Parti libéral-démocrate le cadeau qu'il avait acheté à son intention lors de son récent voyage à New York.

Tout aussi souriant, M. Raizo Matsuno, président de la commission d'études politiques du parti, a ouvert la petite boîte qui renfermait un magnifique briquet.

Il commençait à remercier M. Miyazawa avec effusion lorsque son sourire s'est soudain figé et il a rendu avec embarras le briquet au ministre, qui a pu lire comme lui sur la boîte: "Made in Japan".

Caracas nationalise
les "Grands" du pétrole

CARACAS (Reuters) — Les compagnies pétrolières étrangères cesseront leurs opérations au Venezuela au 31 décembre prochain, même si elles ne sont pas d'accord avec les conditions d'indemnisation, prévoit un amendement au projet de loi gouvernemental sur les nationalisations, adopté mardi soir.

Dix-neuf compagnies étrangères et privées, dont certaines opèrent depuis soixante ans au Venezuela, passeront alors sous le contrôle de l'Etat.

M. Hector Hurtado, ministre des Finances, a précisé que les indemnités seront versées dans les cinq ans à venir sous forme de bons du trésor vénézuélien.

On estime officiellement à \$1,160 millions le montant total des indemnités.

Le projet de loi de nationalisation de l'industrie pétrolière a déjà été adopté à la Chambre des députés et voté en première lecture au Sénat. Deux lectures sont prévues.

De plus en plus de
divorces en URSS

MOSCOU (Reuters) — Le nombre de divorces a presque triplé en Union soviétique de 1960 à 1973, selon un rapport du gouvernement, analysé, hier, par l'hebdomadaire "Literaturnaya Gazeta".

En 1960, le pourcentage des divorces par rapport aux mariages était de 10,4 pour cent. En 1973, il était devenu de 27 pour cent.

Mais l'auteur de l'analyse, Viktor Perevedentsev, fait remarquer que ces statistiques ne tiennent compte que des divorces officiellement enregistrés. Le nombre réel des ménages désunis doit être supérieur.

"On ne demande un certificat de divorce que lorsque c'est essentiel pour convoier en deuxième nocces, par exemple, ou pour résoudre des problèmes de logement", précise Viktor Perevedentsev.

L'OLP désavoue
le terrorisme

TOKYO (AFP) — L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est prête à soutenir une proposition japonaise d'accord international sur la prévention du terrorisme international, a annoncé hier à Tokyo M. Chafik Al-Hout, représentant du bureau de l'OLP à Beyrouth.

M. Chafik Al-Hout a indiqué que l'OLP désavoue les actes de terrorisme contre des pays étrangers tels que les détournements d'avions et les attaques contre des ambassades comme à La Haye ou à Kuala Lumpur.

Au cours d'une conférence de presse, M. Al-Hout a indiqué que l'OLP n'approuvait pas les actes de terrorisme perpétrés par le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Amour en uniforme

HAIFA, Israël (AP) — Une auxiliaire féminine de 19 ans de l'armée israélienne, dont l'identité n'a pas été divulguée, comparaitra aujourd'hui devant un tribunal militaire. Motif: elle a passé deux jours, en mars, en territoire syrien et dans la zone tampon du Golan, en compagnie d'un officier autrichien des Casques bleus.

Elle a été exclue de l'armée et son ami a été rapatrié après que l'incident eut été révélé, rapporte le journal "Maariv".

Elle sera jugée à huis clos pour avoir eu des contacts non autorisés avec le personnel de l'ONU, pour avoir voyagé, sans autorisation, à bord d'un véhicule de l'ONU et pour être passée illégalement en territoire syrien, ajoute le journal.

A 18 ans, les Israéliennes sont astreintes à 30 mois de service. Elles s'acquittent de tâches auxiliaires.

L'escadron de la mort
frappe encore au Brésil

RIO DE JANEIRO (Reuters) — L'escadron de la mort a de nouveau frappé au Brésil: une douzaine de corps criblés de balles, abandonnés sur des chemins déserts, ont été découverts au cours de la semaine écoulée, principalement dans le faubourg ouvrier de Nova Iguaçu, à Rio de Janeiro.

Les victimes n'ont pas encore été identifiées, mais leur mort porte la marque des exécutions de l'escadron des dizaines de balles, des signes de torture, des brûlures de cigarettes, des indices de strangulation. Les yeux étaient bandés, les mains liées derrière la dos, plusieurs des corps partiellement calcifiés.

Quarante-trois squelettes ont été récemment découverts à Nova Iguaçu, probablement des victimes de l'escadron de la mort. Le colonel en retraite Ivy Xavier, qui vit à proximité, a déclaré à la presse qu'il pourrait bien se trouver encore une soixantaine de squelettes dans les parages, et il a parlé du "massacre de la semaine sainte", cette année. Il a dit que durant la semaine précédant Pâques, il a entendu 14 exécutions près de chez lui.

L'escadron de la mort, croit-on, est une organisation d'anciens policiers qui ont décidé de prendre la loi en mains. On le tient responsable de l'assassinat de 3,000 petits délinquants au cours des neuf dernières années.

Le "Cambronne"
américain est mort

WASHINGTON (Reuters) — Le général Anthony McAuliffe, qui passera à la postérité comme Cambronne le fit, avec un seul mot, est décédé lundi de leucémie, à l'hôpital Walter-Reed de Washington. Il était âgé de 77 ans.

Le général McAuliffe, commandant de la 10e division aéroportée, se trouvait à Bastogne, en Belgique, en décembre 1944, pratiquement encerclé par des forces allemandes quatre fois plus nombreuses.

Un message vint lui apporter une demande de reddition du commandant des forces allemandes. Le général McAuliffe écrivit sur le document "nuts" (imbéciles) et le renvoya par un de ses messagers qui dut expliquer au commandant allemand la signification de ce terme argotique.

Le général McAuliffe devint ensuite adjoint au commandant des forces américaines à Bikini, commandant de la 243e division d'infanterie au Japon, commandant de la septième armée américaine en Europe et, enfin, commandant des forces terrestres américaines en Europe.

Ford en Chine

TOKYO (AFP) — Le président Ford a déclaré au Premier ministre Nippon, M. Takeo Miki, qu'il se rendrait probablement en Chine vers la fin de l'année, apprend-on de source gouvernementale japonaise.

Le président a fait cette déclaration à M. Miki lors de leur rencontre le 5 août à Washington.

Initialement, le président des Etats-Unis devait se rendre en Chine au mois de septembre. La date de cette visite était cependant apparue incertaine en raison des difficultés rencontrées pour établir un programme pour la visite qui doit effectuer à Washington M. Léonide Brejnev.

Le chef de la Maison-Blanche, ajoute-t-on, a également affirmé que son séjour en Chine n'aboutirait pas immédiatement à la normalisation des relations sino-américaines. Les Etats-Unis continueront selon lui, de s'en tenir à la lettre du communiqué de Changhai de 1972.

Par ailleurs, selon le chroniqueur Jack Anderson, Mao Tsé-toung a invité l'ancien président Richard Nixon à se rendre en visite en Chine populaire. C'est ce que M. Nixon a confié à des amis.

Optimisme prudent au
Caire et à Jérusalem

WASHINGTON (PC, AFP, UPI) — Les indications deviennent de plus en plus fortes que le secrétaire d'Etat Henry Kissinger est à la veille d'entreprendre une autre tournée diplomatique au Moyen-Orient. Le fait qu'il envisage une pareille initiative après son échec retentissant de mars dernier suscite l'espoir que les divergences entre Israël et les Arabes seraient en voie de se rétrécir.

Selon des indications officielles du Département d'Etat, Kissinger et ses adjoints envisageraient la reprise de la navette du chef de la diplomatie américaine à partir du 20 août. Officiellement, les autorités américaines soutiennent qu'aucune décision définitive n'a été prise en vue d'un autre voyage de M. Kissinger dans la région.

Par ailleurs, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, et ses principaux ministres se sont réunis hier durant deux heures et demie pour étudier la réponse égyptienne à leurs dernières propositions en vue d'un accord intérimaire de paix entre les deux pays.

De sources gouvernementales, on déclarait, à l'issue de cette réunion, que les ministres faisaient preuve d'un optimisme prudent mais que certains éclaircissements étaient encore nécessaires, ainsi d'ailleurs que de nouvelles initiatives.

M. Tahseen Beshir, porte-parole du président Sadate, a déclaré hier que le fossé qui séparait les points de vue égyptiens et israéliens pour la conclusion d'un accord intérimaire avait été en partie comblé, mais il a ajouté que de nombreuses questions restaient

à régler avant de pouvoir envisager cet accord.

Le porte-parole a, par ailleurs, démenti les informations selon lesquelles il aurait dit que l'on s'attendait à ce que le secrétaire d'Etat américain Kissinger entreprenne une nouvelle mission au Proche-Orient dès la semaine prochaine.

L'exclusion d'Israël des Nations unies risquerait de rompre l'équilibre au Proche-Orient et de précipiter Israël dans les bras des Etats-Unis, estime le président Anouar El Sadate dans une interview à la revue libanaise Al Hawadess, diffusée hier par l'agence d'information du Moyen-Orient.

Le chef de l'Etat égyptien qui évoque d'autre part l'éventuelle conclusion d'un accord de désengagement, souligne que comme au mois de mars dernier, l'Egypte continue de revendiquer la restitution des cols et des puits de pétrole. S'il y a quelque chose de nouveau, ou si de nouvelles conceptions sont nées depuis l'échec de la mission Kissinger, c'est du côté israélien qu'il faut chercher, déclare-t-il. Il estime par ailleurs que tout nouveau retrait israélien du Sinaï constitue un progrès en direction de la paix. Après avoir souligné que l'Egypte n'a pas choisi le processus de l'évacuation par étapes, mais que ce système permettrait de faire évoluer constamment la situation. Le président Sadate indique également que le président Gerald Ford lui avait proposé à Salzbourg de relancer la mission Kissinger avant l'ouverture des négociations de paix de Genève. Toutes les cartes sont entre les mains des Américains en dépit du fait que certains de nos frères arabes sont d'un avis contraire, estime-t-il.

La gauche française tiraillée par le Portugal

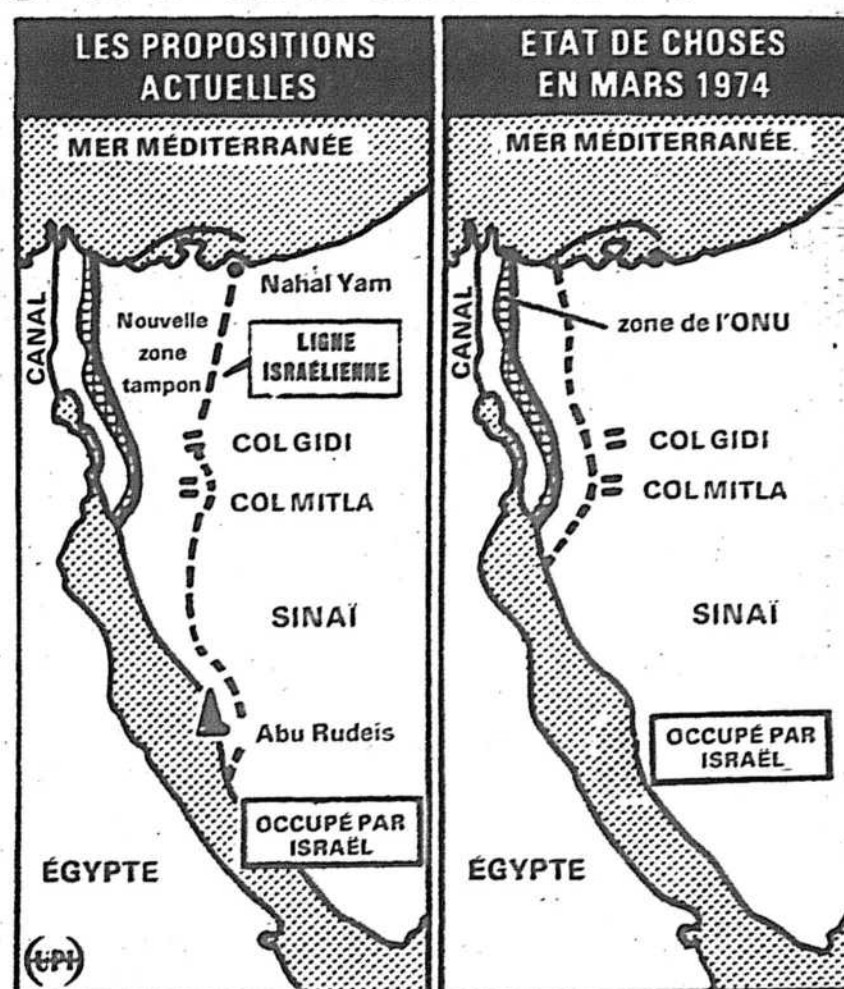
PARIS (AFP) — Le désaccord entre les partis socialistes et communistes français s'est à nouveau approfondi à l'occasion de l'analyse que ces deux formations font de la situation au Portugal. Réunis hier, à Paris, les délégués des deux partis de gauche n'avaient pu, en effet, après sept heures de discussions ininterrompues se mettre d'accord sur une attitude commune devant la montée du fascisme au Portugal.

Cette réunion, à laquelle ne participaient pas les dirigeants des deux formations, était due à une initiative des communistes soucieux de manifester la solidarité de l'ensemble de la gauche française aux communistes portugais. En fait, les communistes et les socialistes français restent profondé-

ment divisés dans leur appréciation des responsabilités de la crise portugaise.

Alors que, depuis le début de la révolution portugaise, le parti communiste de Georges Marchais soutient le parti communiste d'Alvaro Cunhal, le parti socialiste de François Mitterrand ne cesse d'appuyer le parti socialiste de Mario Soares.

Les deux formations, unies par la signature d'un programme commun de gouvernement et constituant, avec les radicaux de gauche, l'Union de la gauche apparaissent, à la lumière de l'évolution de la situation portugaise, comme les victimes de leurs solidarités internationales.



Le Premier ministre d'Israël, M. Yitzhak Rabin, a affirmé que son pays est prêt à céder le col de Mitla au Sinaï et retirer ses forces à 32 milles du canal de Suez. Les forces israéliennes occupent des positions situées en moyenne à 13 milles à l'est du canal de Suez. Dans le Sinaï septentrional, une autre retraite de 25 milles de la part des forces israéliennes situerait le début de l'axe défensif nord-sud à Nahal Yam. Le tracé des lignes est approximatif sur ces cartes.

Londres
fatigué
de l'Ulster?

BELFAST (AFP) — L'explosion d'une bombe dans un pub de Belfast, hier soir, a fait 4 morts et 31 blessés, apprend-on officiellement.

Le pub, le Bayardo Bar, était bondé au moment où la bombe a été jetée d'une automobile. Simultanément, des rafales de mitraillettes ont été entendues à l'intérieur du pub.

Le Bayardo Bar se trouve dans Shankill Road, un quartier protestant du centre de la ville.

Cet attentat est le plus meurtrier depuis le début du cessez-le-feu décrété par l'Armée républicaine irlandaise IRA en décembre 1974.

Les violences — notamment les attaques contre les pubs — qui s'étaient faites rares dans les premiers mois du cessez-le-feu, ont repris sur une grande échelle depuis le 9 août, date du quatrième anniversaire de l'introduction du système de l'internement sans jugement en Ulster. Echauffourées, fusillades et attentats ont recommencé de plus belle, faisant après l'explosion d'hier soir plus d'une dizaine de morts et portant à plus de 130 le nombre des tués en Irlande du Nord depuis le début de l'année.

Par ailleurs, la flambée de violence que connaît à nouveau l'Irlande du Nord depuis le week-end dernier, a fait réapparaitre les spéculations sur un retrait total des Britanniques de la province.

"Pendant combien de temps encore la Grande-Bretagne peut-elle supporter les pertes en vies humaines et le coût financier nécessaires pour tenter d'empêcher catholiques et protestants de se trancher la gorge", n'hésitait pas à demander mardi matin le journal travailliste "Daily Mirror".

Que fera le cabinet de M. Wilson? Une alternative s'ouvrira à lui. Ou bien faire de l'Ulster une partie intégrante du royaume, sans aucune autonomie, prolongeant ainsi d'une manière définitive le statut actuel d'administration directe. Ou bien s'acheminer vers l'autonomie de l'indépendance totale, laissant catholiques et protestants face à face. Une large partie de l'opinion publique, lasse de traîner le boulet irlandais, semble-t-il, soulagée de voir, comme l'affirme le "Daily Mirror", l'Ulster "disparaître dans les brumes de l'Atlantique".

vente géante
de fourrure

Choisissez dès maintenant notre fourrure mode 76



Manteaux en vison naturel
pastel au choix. Peaux
semi-allongées.

\$999

Giguère
787 est. MONT-ROYAL
Côté Saint-Hubert - 200 verges de trottoir
STATIONNEMENT GRATUIT
526 6611

Stationnement gratuit à l'arrière de l'église, entrée rue Saint-Hubert.
7 étages pour vous servir.
Plan budgétaire et mise de côté.
MISE DE CÔTÉ
Corrections d'ajustages gratuites.
Plan de mise de côté et conditions faciles.

CHAT SAUVAGE
Manteau court en chat sauvage naturel en tissu doux \$449

RAT MUSQUÉ
Manteaux en rat musqué naturel que ça chat. \$499

CHAT
Chat sauvage naturel. Peaux descendues. \$599

RAT MUSQUÉ
Manteaux en rat musqué naturel, qualité supérieure. \$599

RENARD
Manteaux en renard roux ou gris naturel. \$899

CASTOR
Manteaux de castor roux et lustré. \$899

LOUP NATUREL
gilet. \$799

CHAT OCELOT
Manteaux en chat ocelot naturel, unis ou rayés. \$1195

CHAT LYNX
Manteaux en chat Lynx naturel. \$1199

VISION
Pattes et Renard
Dark Bush
plumes peaux
Bout
Cout
Pelle Canada
Moyens
Shadow
Mau
Bout
Bout
Black Diamond
toute \$1095
\$1295
\$1395
\$1495
\$1795
\$1395
\$2600

La hausse du prix de l'essence

Québec s'apprête à contre-attaquer

par Robert POULIOT

Incapable de forcer à court terme les raffineurs québécois à retarder de 15 jours l'augmentation de 5 à 6 cents le gallon d'essence, le gouvernement Bourassa s'apprête à menacer l'industrie de la création prochaine d'un tribunal de l'énergie qui sera en mesure d'imposer un retour aux prix actuellement en vigueur.

C'est ce qu'a laissé entendre, ce matin, un porte-parole du gouvernement, alors que le ministre des Richesses naturelles, M. Jean Cournoyer, pré-

parait son rapport de consultation avec les dirigeants de l'industrie pétrolière.

Ce n'est que cet après-midi ou ce soir que le rapport sera remis au Premier ministre Bourassa, mais, bien que les consultations n'aient pas encore été complétées, on s'attend à une contre-attaque du gouvernement québécois.

Jusqu'ici, la plupart des raffineurs ont indiqué au ministre Cournoyer qu'ils avaient toujours l'intention d'augmenter le prix de leurs produits pétroliers demain, au moment où pren-

dra fin le gel de 45 jours décrété en juillet par le gouvernement fédéral.

Chose certaine, tout en reconnaissant qu'il n'y a présentement aucune législation québécoise capable de faire respecter une prolongation du gel, le gouvernement espère fléchir les compagnies en brandissant l'arme de la création prochaine d'un tribunal de l'énergie, dont la responsabilité appartient maintenant à M. Gilles Massé, l'ex-ministre des Richesses naturelles.

"On ne peut évidemment convoquer une session spéciale du Parlement pour

imposer un gel de 15 jours, d'affirmer une source digne de foi à Québec, mais dès la création du tribunal de l'énergie, dont la tâche sera de superviser le prix de tous les produits pétroliers comme en Nouvelle-Ecosse, nous pourrions très bien devenir un peu plus sévère et ne pas autoriser des hausses aussi fortes que 5 ou 6 cents le gallon."

Toujours selon ce porte-parole, il s'agirait là d'une mesure de représailles suffisamment forte pour convaincre l'industrie de prolonger le gel jusqu'au début de septembre.

De toute évidence, le marché risque d'être drôlement perturbé demain matin, puisque plusieurs raffineurs hésiteront à afficher la hausse prévue, avant de connaître plus clairement les intentions de Québec.

D'autres, par contre, mettront l'augmentation en vigueur, quitte à la retirer s'ils constatent que les plus gros raffineurs plient l'échine. C'est un peu ce qui s'était passé en juin 1974 lorsque la Colombie-Britannique, qui n'avait alors aucun pouvoir d'intervention en matière de prix, avait invité les raffineurs

à ne pas appliquer la pleine hausse de prix. Deux gros raffineurs, dont Esso Imperial, avaient alors respecté le mot d'ordre, mais Shell, Gulf et Texaco n'avaient pas suivi. Quelques mois plus tard, lorsque le gouvernement Barrett adoptait sa législation, toute l'industrie dut se plier au plafonnement des prix.

Le gouvernement Bourassa avait espéré que les compagnies prolongeraient volontairement le gel des prix jusqu'à la fin du mois au moins, en épuisant leurs réserves avant d'augmenter les

Voir ESSENCE, page A 6



Les propriétaires des carrières Mont-Bruno estiment qu'ils pourront continuer d'exploiter leurs sites pendant au moins 25 années encore. La nouvelle réglementation leur en donnera le droit. Actuellement, l'on y extrait 8,000 tonnes de roc par jour.

Les monts Saint-Bruno et Saint-Hilaire se transforment en mines à ciel ouvert

par Jean-Pierre BONHOMME

A moins d'une flambée rapide — bien hypothétique — de l'opinion publique, les exploitants actuels de carrières, qui grugent et qui défigurent inexorablement les sites naturels que sont les montagnes de Saint-Bruno et de Saint-Hilaire, pourront continuer leur activités pour plusieurs décennies encore.

En effet, les délais légaux — 60 jours — dont les citoyens disposaient

pour faire des représentations tendant à faire modifier l'avant-projet de règlement relatif aux carrières est expiré et les dispositions, permissives à l'égard des opérations existantes, n'ont pas provoqué de résistance de la part des municipalités et des conservationnistes.

Le porte-parole des Services de protection de l'Environnement se disent surpris de ce silence de l'opinion, surtout si l'on songe aux nombreuses

récriminations exprimées ces dernières années par les citoyens incommodes par le bruit et la poussière et spoliés à cause d'une dégradation éhontée d'un des plus beaux paysages québécois.

La nouvelle réglementation sur les carrières, dont le processus de révision est présentement en cours et qui devrait entrer en vigueur cet automne, interdira toute nouvelle exploitation de carrière sur les sites naturels que

sont les monts Saint-Bruno, Saint-Hilaire, Rougemont et Saint-Grégoire — la côte de Beaupré fait également l'objet d'une interdiction — mais les entreprises en activité pourront continuer d'opérer.

Les dirigeants de la plus grande de ces exploitations, les Carrières Mont-Bruno, filiale de la Compagnie Spancrete, elle-même filiale du holding Dominion Lime, estiment que leur mine pourra effectivement produire de

façon rentable pendant au moins 25 ans à St-Bruno, dépendant de la demande. D'autre part, ils manifestent l'intention d'agrandir la surface de leurs territoires pour occuper toute la superficie dont ils sont les propriétaires. A vue d'oeil, la superficie totale pourrait être d'un mille de profondeur.

Les dirigeants de l'environnement industriel à Québec et à Montréal ont

Voir MONTS, page A 6

Reid avait eu une "intuition" et non une "information"

par Claude GRAVEL
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Le secrétaire parlementaire du Conseil privé, M. John Reid, n'a obtenu aucune information confidentielle sur un amendement au budget de novembre 1974 et c'est uniquement par "intuition" qu'il a pu prédire à des hommes d'affaires de son comité l'abolition de la taxe sur les embarcations de plaisance.

C'est ce qu'a soutenu hier le député de Kenora-Rainy River durant un interrogatoire de huit heures au Comité des privilèges et élections de la Chambre des communes. Les séances du comité ont débuté lundi dernier. Le comité doit remettre

son rapport à la reprise de la session, le 14 octobre prochain.

M. Reid a accusé la direction du journal "The Gazette" d'incompétence et lui a prêté des intentions malicieuses pour lui avoir attribué ce comportement dans son édition du 24 juillet 1974 et pour ne pas s'être rétractée convenablement le lendemain, même après la mise au point du député aux Communes. M. Reid veut poursuivre ce journal en justice.

Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé a même reçu un appui inattendu quand le président du Comité des privilèges, M. Rod Blaker, a déposé un affidavit du président de Outboard Ma-

Voir REID, page A 6



Le député John Reid.

téléphoto PC

Carvalho offre un plan inédit

D'après UPI, AP et AFP.

LISBONNE — Tandis que se poursuit au Portugal l'épreuve de force entre modérés et communistes au sein même de l'armée, et que se maintient la flambée d'e violence anticommuniste dans le nord du pays, le général Otelo Saraiva de Carvalho se présente désormais comme l'homme de la situation, celui qui détient les clés de la crise politique.

Le commandant du Copcon, qui s'est habilement placé au-dessus de la mêlée qui a éclaté après la publication du "document Melo Antunes", a en effet publié, hier, son propre "plan de sauvetage de la révolution portugaise", document dans lequel il s'en prend à presque tous les courants politiques majeurs du pays, y compris les communistes, les modérés et les dirigeants militaires.

Et dans la soirée, le général de Carvalho réunissait une centaine d'officiers commandant les diverses uni-

tés du Copcon, le Commandement opérationnel du continent, fer de lance de l'armée portugaise, ainsi que les commandants des trois régions militaires du pays, pour leur exposer son plan et analyser avec eux tous les aspects de la crise actuelle.

Le plan Carvalho propose essentiellement une alternative de gauche à la crise, alternative qui rejette à la fois la social-démocratie et le capitalisme d'Etat, tout comme le fait le projet Melo Antunes, mais qui, à la différence de celui-ci, laisse entrevoir un projet de pouvoir ouvrier.

Publié par le quotidien du soir A Capital, le plan Carvalho déclare notamment: "Les erreurs du gouvernement ont soulevé l'opposition ouverte du peuple vis-à-vis du MFA et ce mécontentement croissant a été exploité par les réactionnaires qui ont réussi à provoquer l'escalade de la violence".

Au moment de la publication du do-

Voir CARVALHO, page A 6

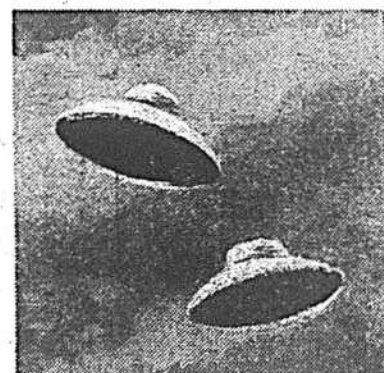
AUJOURD'HUI

Epargne

Les dépôts d'épargne personnelle des Ontariens sont deux fois plus élevés que ceux des Québécois. Les comptes de banque ordinaires laissent apparaître un écart encore plus accentué entre les deux provinces. Les Ontariens, de plus, achètent à peu près le double du montant des obligations d'épargne fédérales acquises par les Québécois.

— page D 6

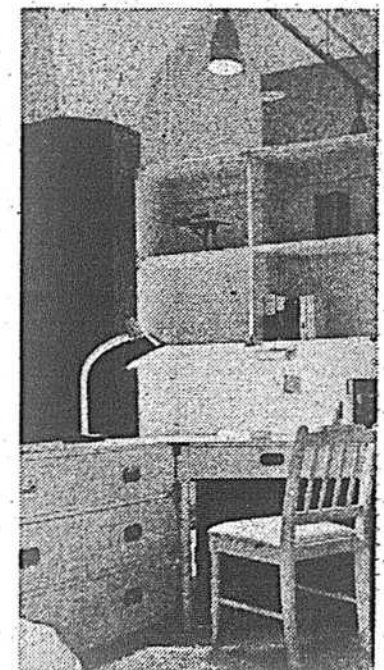
Cosmos



Des humains ont vu les fameux objets volants non identifiés. Certains d'entre eux ont même aperçu des occupants intelligents... ou intelligemment guidés. Quant aux OVNI eux-mêmes, ils se présentent sous les formes les plus diverses à l'observation des témoins. Germain Tardif en présente une description dans le cinquième de sa série d'articles.

— page A 11

Décoration



Aménager pour les jeunes un coin de la maison qui soit pensé en fonction du travail ou de l'étude; c'est le problème qu'étudie Stéphane Moisson avec un spécialiste en décoration qui affirme, comme Jean-Jacques Rousseau, que, sur ce sujet, les principaux intéressés devraient être consultés.

— page B 1

SOMMAIRE

Arts et spectacles: D 1 à D 4
Bandes dessinées: E 2
Cinéma: D 5
Décès, naissances, etc.: F 11
Economie: D 6 à D 10
Editorial: A 4
Etes-vous observateur?: E 2
Horoscope: B 4
Informations étrangères: E 1
Les maux de notre langue: D 11
Page des lecteurs: A 5
Loisirs et récréation: E 2
Médecine d'aujourd'hui: B 2
Mon œil sur Montréal: B 5
"Mot-mystère": E 2
Mots croisés: F 5
Petites annonces: E 3 à E 7, F 1 à F 10
Radio et télévision: D 5
Sports: C 1 à C 8
Vivre aujourd'hui: B 1 à B 6

éditorial

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administrationROGER LEMELIN
président et éditeur

JEAN SISTO éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM editorialiste en chef

Les fonctionnaires et le sens de l'Etat

Le président du Conseil du Trésor, M. Jean Chrétien, est content des fonctionnaires fédéraux et il ne s'en cache pas. Il a sans doute raison parce que l'administration fédérale se compare avantageusement avec les appareils gouvernementaux de la plupart des pays modernes.

Mais dans son exaltation, le ministre Chrétien a comparé le fonctionnarisme fédéral au fonctionnarisme québécois pour souligner que le premier travaille fort pour le gouvernement, que son zèle ne se ressent pas des diverses allégeances politiques qui s'y trouvent.

Le fonctionnarisme fédéral lui paraît meilleur que le fonctionnarisme québécois parce que le premier a, plus que le second, le sens de l'Etat. Et il voit une relation de cause à effet entre ce dévouement impartial à l'Etat et le fait que les Québécois vouent une plus grande confiance au gouvernement fédéral qu'à leur gouvernement provincial, comme l'aurait indiqué un récent sondage invoqué par le ministre.

Par ces propos, le ministre a certes commis une faute vénérable de tact parce qu'il était superflu de vexer les fonctionnaires de sa province d'o-

rigine pour louer la qualité d'un fonctionnarisme qui se serait trouvé mieux d'être comparé aux meilleurs de l'étranger qu'à un appareil gouvernemental provincial qui n'a que tout récemment commencé à se moderniser.

Mais une erreur de tact n'est pas nécessairement un manquement à la vérité. Si le ministre québécois de la Fonction publique a cru devoir répondre au ministre Chrétien que la fonction publique québécoise est comparable à celle du gouvernement central quant à la compétence et à la productivité, M. Oswald Parent a néanmoins reconnu que les Anglo-Saxons sont plus respectueux de l'autorité et ont plus le sens des affaires, admettant qu'il y a de la place pour des améliorations malgré les changements importants survenus dans ce secteur depuis quinze ans.

Une fonction publique de la qualité de celles d'Ottawa, de France, d'Angleterre et d'ailleurs, où il existe une longue tradition de service impartial à l'Etat, où depuis toujours des hommes de toutes disciplines ont été formés dans le sèril, souvent après un stage prolongé dans des écoles spécialisées en administration publique, ne se construit pas en une génération.

Or, on sait qu'au Québec, avant les années 60, la fonction publique était quelque chose de folklorique, d'artisanal. Parce que chaque nouveau gouvernement n'avait rien de plus pressé que d'y introduire des légions de partisans pour remplacer les fonctionnaires d'allégeance adverse, la fonction publique québécoise était en quelque sorte un sénat des pauvres puisque le critère d'embauche n'était pas la compétence mais l'étiquette politique et la fidélité partisane.

Le gouvernement Lesage a commencé en 1960 à construire une véritable fonction publique en y attirant un nombre considérable de compétences diverses. Et la syndicalisation des fonctionnaires devait ensuite contribuer à dépolitiser ce secteur. En partie.

Car nos mœurs politiques et le climat social des dernières années ont compliqué les choses. Une forte proportion de Québécois étant encore animés d'une piètre conscience sociale, beaucoup ne savent pas encore distinguer entre le service à l'Etat et le service au parti, entre l'appareil gouvernemental et le parti gouvernemental, si bien

que le zèle de beaucoup de fonctionnaires varie selon que leurs convictions politiques s'accordent ou non avec le parti au pouvoir. Ce qui tend à donner un rendement en dents de scie.

Cet état d'esprit est encore plus manifeste depuis que le mouvement séparatiste a pris l'importance politique que l'on sait.

Le Parti québécois constituant l'Opposition officielle, et partant la seule alternative au gouvernement libéral, un grand nombre de fonctionnaires de conviction séparatiste sont convaincus de servir loyalement l'Etat du Québec en mesurant leur loyauté au gouvernement en place.

Le PQ le sait et en tire le meilleur parti possible. C'est de bonne guerre mais c'est aussi dangereux. Des hommes politiques qui aspirent au pouvoir et visent à inspirer confiance en manifestant un grand sens de l'Etat, ne doivent pas trop se réjouir des avantages immédiats que leur procure le piètre sens de l'Etat de fonctionnaires qui leur vouent plus de loyauté qu'au gouvernement, parce qu'ils pourraient payer cher un jour cette indiscipline qui les sert aujourd'hui.

Marcel ADAM

bloc-notes

Un problème d'image

Un journaliste demandait au premier ministre Trudeau, la semaine dernière, s'il avait l'intention de suspendre du groupe parlementaire du parti le député libéral Yanakis, accusé d'un certain nombre de délits, tant que l'intégrité de celui-ci ne sera pas établie par la Cour. M. Trudeau a répondu que "tout accusé est innocent jusqu'à preuve du contraire dans notre pays. Je ne vois pas pourquoi on traiterait les députés différemment." Légèrement, le premier ministre a raison, mais politiquement, c'est douteux.

Tout citoyen, bien sûr, est présumé innocent tant qu'il n'a pas été condamné en bonne et due forme par une Cour de justice. Cependant, un homme politique n'est pas un citoyen ordinaire. Bien qu'il conserve tous ses droits de citoyen, il doit faire face à un autre tribunal, qui est celui de l'opinion publique. Cette tradition est aussi vieille que les sociétés. Même la femme de César devait être au-dessus de tout soupçon. Cette tradition est à tel point entrée dans les coutumes que même un diplomate à qui on n'a rien à reprocher est éliminé quand le gouvernement change de politique. Car ce diplomate est identifié à une politique qui n'a plus cours. Et aux yeux de l'opinion publique son impartialité est mise en doute. Or, si l'on peut éliminer un homme public à qui on n'a rien d'autre à reprocher que le fait d'avoir été le porte-parole consciencieux du gouvernement, comment peut-on conserver un homme politique accusé de délits sérieux?

On peut alors se demander ce qui a motivé M. Trudeau à ne pas demander au député Yanakis de se retirer provisoirement du groupe parlementaire, jusqu'à ce qu'il soit disculpé par la Cour. Les précédents ne manquent pourtant pas. Tout récemment encore, M. Kerr, ministre du gouvernement de l'Ontario, démissionnait provisoirement, parce que son nom avait été mêlé au scandale du dragage. La Cour l'a disculpé et le premier ministre Davis l'a réintégré dans son cabinet. M. Trudeau aurait-il été traumatisé par le tort irréparable que des pseudo-scandales auraient

causé à la carrière d'hommes politiques intègres, tels que MM. Favreau et Lamontagne? C'est une possibilité. Ce sentiment très louable à l'égard des exploités de scandales ne justifie pas, cependant, l'attitude de M. Trudeau d'attendre qu'un député ou ministre soit condamné par la Cour pour le mettre à l'écart du parti.

Sans céder au chantage que constituent les accusations fantaisistes d'adversaires politiques, M. Trudeau doit comprendre que dans des cas d'accusation bien étayés, il y va de la crédibilité du gouvernement de ne pas sembler couvrir les manoeuvres touchées de certains de ses députés ou ministres. Par une suspension provisoire, le gouvernement protège son image d'intégrité. Et il l'améliore en rétablissant dans ses fonctions le député ou ministre qui a été injustement accusé et est par la suite disculpé par la Cour. Dans le cas contraire, le gouvernement semble se solidariser avec le comportement de l'accusé autant qu'avec l'accusé lui-même. Et le gouvernement ternit dangereusement son image quand l'accusé est effectivement trouvé coupable.

Etre au-dessus de tout soupçon (ou presque) c'est le principal facteur de la crédibilité d'un gouvernement. Comme cette crédibilité est de plus en plus battue en brèche, il y a lieu de tout faire pour la conserver et surtout pour l'améliorer. Car même si l'on prétend que gouverner c'est prévoir, bien des gouvernements ont gouverné sans prévoir et sans, pour cela, perdre la confiance de leurs commettants, parce qu'ils avaient une grande crédibilité. Quelle que soit la perfection des techniques de marketing dans la création de l'image d'un premier ministre, celle-ci ne peut résister longtemps à des cas de corruption patente chez des membres du gouvernement. Car le tribunal suprême en matière politique est celui de l'opinion publique. Et "on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps" comme disait le dénommé Lincoln!

Ivan GUAY

Il en faut, des candides

On peut y voir une manoeuvre peu discrète. Ou une pression maladroite. On peut trouver la chose étrange, et de là, suspecte. On peut également, candide, voir un geste simple de démocratie.

"Une pétition réclamant la nomination du député Monique Bégin au Cabinet fédéral a déjà recueilli cinq mille signatures", lisait-on dans les nouvelles.

Je ne suis pas du tout certain que M. Trudeau se sente obligé par la demande de tous ces hommes et femmes de bonne volonté. Je pense même qu'il se fera un devoir de rester froid, sinon impénétrable, devant un tel geste. S'il fallait qu'il succombe à cette requête, on peut s'imaginer le nombre de comités semblables qui se mettraient en branle dans tous les coins du Canada. Il faut plus qu'une pétition pour ouvrir la sacro-sainte porte du Cabinet. Et il faut plus que cinq mille signatures pour toucher le coeur politique du premier ministre.

Mais qu'elle est sympathique,

Jean-Guy DUBUC

LES FONCTIONNAIRES



(Droits Réservés)

document

Pour combattre la violence

par Henry KISSINGER
secrétaire d'Etat

Voici un nouvel extrait de l'allocation que M. Kissinger a prononcée, cette semaine, devant le congrès annuel du Barreau américain :

En même temps que les bienfaits de la technique, notre époque nous a apporté la plaie de la piraterie aérienne, du terrorisme international et des nouvelles techniques de guerre. L'humanité ne peut ignorer ces accros à la civilisation. Elle ne peut permettre à ceux qui les commettent de répandre leur poison. Elle doit réagir avec vigueur contre ces maux.

"En vertu d'une résolution unanimement approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies, les Etats ont déjà le devoir "de s'abstenir d'organiser, de susciter ou de favoriser par leur consentement ou leur participation les actes de terrorisme. Des traités ont été conclus afin de combattre les détournements d'avions, le sabotage des avions et les assauts contre la personne des diplomates. La majorité des Etats observent ces règles; une minorité ne les observe pas.

"Mais les événements des dernières semaines font voir de façon dramatique le caractère insuffisant des restrictions actuelles. Les Etats-Unis sont convaincus que des mesures plus énergiques s'imposent au plan international — et de façon

urgente — afin de nier aux auteurs d'actes de terrorisme et de détournements d'avions l'accès à un pays qui leur garantit l'impunité et d'imposer des sanctions aux pays qui assistent les auteurs de ces actes, les accueillent dans leur sein ou s'abstiennent de les poursuivre ou de les expulser de leur territoire.

"En 1972, les Etats-Unis ont proposé aux Nations unies une nouvelle convention internationale pour la prévention et le châtiment de certains actes de terrorisme international; la convention est portée sur l'enlèvement, le meurtre et autres actes de brutalité. Ce projet, il faut le déplorer, ne fut pas adopté et, en conséquence, de nombreuses vies innocentes ont été supprimées. Nous insistons de nouveau auprès des Nations unies pour qu'elles insistent à l'ordre du jour et adoptent cette convention ou d'autres propositions similaires, en leur accordant la toute première priorité.

"Le terrorisme, comme la piraterie, doit être considéré comme hors la loi. Il discrédite toute cause politique qu'il prétend servir, ainsi que les nations qui s'en portent complices. Si toutes les nations s'entendent pour refuser tout refuge aux terroristes, les actes de terrorisme diminueront considérablement, tout comme le nombre des détournements d'avions a diminué à la suite des ententes bilatérales et multilatérales des dernières années. Tous les gouvernements ont le devoir de défendre la vie civilisée en donnant leur appui à de telles mesures.

"La lutte en vue de faire reculer la violence trouve l'un de ses terrains les plus difficiles dans la loi de la guerre. Historiquement, les nations ont trouvé le moyen de s'astreindre à certaines règles dans la poursuite de la guerre. Pendant le siècle dernier, en particulier, on a réussi à élargir et à codifier ces règles. Mais à notre époque, la mise au point d'engins de guerre toujours plus puissants, l'apreté des luttes idéologiques et des guerres civiles et l'affaiblissement général des liens de cohésion sociale, ont ajouté une dimension encore plus brutale à la réalité des conflits humains.

"En même temps, notre siècle a été témoin d'efforts d'envergure en vue d'atténuer certains maux par la conclusion d'accords internationaux. Le plus récent et le plus substantiel de ces accords fut signé à Genève en 1949. Il porte sur la protection des victimes de la guerre.

"Mais la loi a été moins efficace au plan de l'action que dans les textes. Les difficultés évidentes que l'on éprouve à obtenir l'application de l'accord de 1949 ne peuvent plus être ignorées. Deux questions revêtent à cet égard une importance capitale: la plus grande protection des civils, des disparus et des blessés de guerre, et en second lieu l'application de normes humanitaires de conduite dans les guerres civiles.

"Une conférence internationale dont l'objet est de compléter les dispositions de la Conférence de

Genève de 1949 est présentement en cours. Nous continuerons à promouvoir l'adoption de règles interdisant aux nations d'empêcher l'inspection des conditions faites aux prisonniers par des pays neutres ou des organisations internationales comme la Croix-Rouge. Nous appuierons toute action visant à rendre obligatoires des rapports précis sur les combattants manquant à l'appel. Nous réclamerons l'immunité pour les avions transportant des blessés de guerre. Et nous chercherons à obtenir un accord prévoyant un protocole touchant les normes humanitaires à respecter en cas de guerre civile. Nous visons particulièrement l'interdiction de la torture, des exécutions sommaires, et des autres excès qui marquent trop souvent les guerres civiles.

"Les Etats-Unis sont engagés à défendre le principe voulant que les droits humains fondamentaux soient objet de protection légale en toutes circonstances et que certaines formes de souffrance individuelle soient intolérables sans égard aux menaces qui peuvent peser sur une nation. Le peuple et le gouvernement américains croient profondément à la nécessité de normes élevées de conduite humanitaire. Nous avons pris l'engagement de les respecter et de les promouvoir. Nous entendons militer pour qu'elles soient reconnues dans les organismes internationaux."

REID

(SUITE DE LA PAGE A 1)

rine Corporation of Canada Ltd., M. Thomas Paton McMillan, dans lequel cet homme d'affaires de Peterborough confirme indirectement le témoignage de M. Reid.

M. McMillan, hospitalisé depuis plusieurs semaines à la suite d'un accident de voiture, avait déclaré le 24 juillet dernier que le directeur des ventes de sa compagnie avait su de M. Garth Nelson, propriétaire de Leisureland Marine, à Kenora, que le gouvernement allait imposer une taxe de 10 p. cent sur les embarcations et les moteurs de 20 CV et plus.

Selon le président d'Outboard Marine, M. Nelson avait lui-même obtenu ce renseignement de M. John Reid, député de Kenora-Rainy River, "environ deux semaines avant la présentation du budget fédéral le 18 novembre 1974" ("The Gazette") a affirmé que M. Reid avait appris que cette taxe serait supprimée.

Dans un affidavit daté du 31 juillet 1975, M. McMillan se dit "désolé d'avoir mêlé les questions" et que son directeur des ventes a plutôt appris, entre le budget du 18 novembre et la modification au budget en janvier 1975, que la taxe serait retirée sur les embarcations mais non sur les moteurs de 20 CV et plus.

C'est la thèse de M. Reid. Dans son budget de novembre, le gouvernement annonce cette taxe. Mécontentement dans le comté de Kenora-Rainy River, qui compte des fournisseurs et des constructeurs de bateaux. Ces derniers font connaître leurs réactions à leur député. Il tente d'en savoir plus long, non en exerçant des pressions, mais en communiquant avec des fonctionnaires.

C'est ainsi que M. Reid téléphone à des fonctionnaires des ministères des Finances et des Transports pour obtenir "des renseignements techniques", c'est-à-dire pour savoir de quelle façon la taxe de 10 p. cent serait appliquée. Tous les députés font cela lorsqu'ils défendent les intérêts de leurs constituants, dit-il.

Entre le dépôt d'un budget et l'application de ses principes dans les lois s'écoulent quelques semaines durant lesquelles députés et groupes de pression peuvent faire connaître leurs réactions au gouvernement. Il n'y a rien de répréhensible à cela en démocratie parlementaire, affirme M. Reid, et ce n'est pas à "The Gazette" mais au Parlement à changer cette coutume si on la trouve condamnable.

A quels fonctionnaires avez-vous parlé? insiste le député conservateur de York-Simcoe, M. Sinclair Stevens. M. Reid, qui s'est servi de l'annuaire du gouverne-

ment pour les joindre, ne se souvient plus de leurs noms; mais à la suggestion de M. Stevens, il écrit aux titulaires de ces ministères pour leur demander de faire enquête et retracer les fonctionnaires qui lui auraient parlé en novembre et décembre sur cette taxe.

Le député de Kenora-Rainy River obtient des renseignements techniques de fonctionnaires, sur un projet déjà connu, mais il n'exerce auprès d'eux aucune pression et obtient encore moins des informations secrètes, affirme-t-il.

Comme plusieurs députés de tous les partis, il ne se cache pas, en plus, pour faire savoir au ministre des Finances le déplaisir que suscite dans sa circonscription l'application éventuelle de la taxe d'accise sur les bateaux et les moteurs. Il en parle à M. John Turner, qui ne lui donne toutefois aucune information.

Finalement, M. Reid, député depuis dix ans à la Chambre des communes, met bout à bout ces renseignements techniques et ses impressions, analyse l'orientation générale du gouvernement en matière d'énergie, suppose sur les chances des lobbies d'infléchir la décision du ministre, et porte son propre jugement.

Le 19 décembre 1974, six semaines avant que le projet de loi sur la fiscalité soit déposé à la Chambre, il écrit à un homme d'affaires de son comté que le gouvernement va probablement retirer la taxe de 10 p. cent sur les bateaux mais non sur les moteurs de plus de 20 CV. "J'ai porté un jugement, je n'ai obtenu aucune information confidentielle", insiste-t-il.

Le 23 janvier 1975, le ministre des Finances amende les dispositions du budget relatives à cette taxe. M. Reid avait eu raison.

C'est là sa version des faits. Contre-interrogé par les députés conservateurs au Comité des privilèges, il affirme que ses fonctions de secrétaire parlementaire du président du Conseil privé ne lui ont été d'aucun secours, qu'il ne fait qu'accomplir les tâches requises par son ministre, et que son poste ne lui permet pas de recueillir des renseignements confidentiels de nature fiscale.

Alors, pourquoi l'article du journal The Gazette? demandent les conservateurs.

M. Reid fournit la version suivante:

Le 6 mars 1975, en compagnie d'une quinzaine de députés de tous les partis, il étudie le Livre vert sur les conflits d'intérêts au Comité des privilèges et élections. Au cours d'un échange qui prend parfois des allures académiques, M. Reid défend la thèse du conflit d'intérêts possible.

Il soutient qu'une telle situation

pourrait exister pour un député qui obtiendrait des informations confidentielles et les communiquerait "à certaines personnes pour qu'elles en profitent". M. Reid explique que les députés détiennent parfois des renseignements de cette nature, surtout lorsqu'ils jouent un rôle de critique officiel d'un ministère. Il fournit l'exemple de la taxe d'accise sur les bateaux.

Protestations des députés conservateurs au comité. On l'accuse de faire preuve de beaucoup d'imagination. "Je pense que 90 p. cent ou plus de ce que l'on appelle des informations confidentielles constituent des informations que les ministres souhaitent tout simplement éviter de publier, car elles risqueraient de leur valoir des commentaires défavorables", affirme M. Gordon Ritchie.

Le député conservateur de Okanagan-Kootenay, M. Howard Johnston, déclare même avoir annoncé "à beaucoup de personnes que le ministre supprimerait certainement cette taxe d'accise. Je l'ai fait sans disposer d'informations d'ordre confidentiel. C'était simplement une intuition (a good guess) de ma part".

Quelques mois plus tard, M. Reid reçoit un coup de téléphone d'un journaliste du quotidien The Gazette, Jacques Hamilton. Il fait une enquête sur les conflits d'intérêts possibles pour les députés et veut en discuter avec lui, M. Reid accepte.

Le secrétaire parlementaire du Conseil privé ne fait que reprendre, dans une forme différente, en la complétant ici et là, sa thèse du 6 mars devant le comité. Il donne l'exemple de la taxe de 10 pour cent sur les bateaux. Il déclare que l'action d'un groupe de pression avait permis de savoir six semaines à l'avance que cette taxe, prévue au budget, serait enlevée fin janvier 1975. Cela arrive à tous les députés, dit-il.

Quelques jours plus tard, le journaliste le rappelle et l'interroge spécifiquement sur l'information qu'il a transmise dans son comté concernant la suppression de la taxe. M. Reid croit toujours que M. Hamilton enquête sur les conflits d'intérêts. Il en discute librement. Il déclare, au sujet de la taxe, qu'il a donné une opinion à ses commettants ("I gave it as my opinion").

Hier, au Comité des privilèges et élections, M. Reid rugissait:

— Il n'y a pas eu de fuite. Je n'ai obtenu aucun renseignement confidentiel, ni du bureau de M. Turner, ni d'ailleurs. Il ne s'agissait pas du budget mais d'une loi fiscale ultérieure. Je n'ai pas révélé de secrets, je n'ai fait que porter un jugement et donner une opinion. Un jeune journaliste qui écrirait un article comme celui de M. Hamilton serait immédiatement renvoyé!

Scrutin "truqué" à l'UIOVD: les leaders ne s'en font pas

Selon le directeur canadien de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames, M. Si Bresner, les accusations portées contre son syndicat depuis quelque temps proviennent d'un esprit d'opposition que l'on retrouve partout dans le monde.

Considérant donc le phénomène comme normal, la direction de l'UIOVD, forte de 18,000 membres dans le grand Montréal, qui recevait hier matin les journalistes, a donc décidé de considérer la chose froidement et à toute fin pratique de ne pas engager le débat avec les journalistes et les syndiqués qui ont parlé de "pègre de la confection", de collusion avec les employeurs, etc.

Bien sûr, on a jugé que les quatre scrutateurs du vote d'aujourd'hui chez les tailleurs, qui ont tous quatre dénoncé à l'avance le scrutin, "n'ont pas été chics", qu'ils auraient dû at-

tendre "après" le scrutin pour dénoncer un vote qui, selon la direction du syndicat, se déroulerait sans anicroche. Mais on ne leur en veut pas, publiquement du moins, plus que cela. Aucune sanction ne sera prise contre eux et on ne cherchera même pas à les rencontrer et ils conservent leur fonction de scrutateur.

En un mot, les critiques avaient "le droit" de se faire entendre, cela prouve que le syndicat est démocratique, estiment les dirigeants de l'UIOVD. Quant aux accusations, ce n'est pas la première fois que l'on critique le syndicat, ni la dernière.

Quant au "malaise" constaté par les journalistes depuis peu, M. Bresner en a mis la faute surtout sur la série d'événements rocambolesques survenus en ce syndicat depuis le début du mois et on a préféré parler des difficultés rencontrées par l'indus-

trie du vêtement: bas salaires, main-d'œuvre formée en grande partie d'immigrants et fort mobile, industrie en proie à l'envahissement des importations asiatiques et aux créations de Paris et de New York, etc.

Tout ceci pour dire que le syndicat "faisait son possible" et qu'il est impossible pour lui de faire mieux pour ses membres.

Bien sûr, cela ne signifie pas que M. Bresner, qui a tenu à ne parler qu'en français, même s'il l'a fait laborieusement, pendant toutes les deux heures qu'a duré la rencontre, est d'accord avec toutes les accusations contre son syndicat.

Mais il a réussi — avec son entourage — à créer un climat qui a fait qu'au sortir de la rencontre un journaliste s'est exclamé un peu ironiquement: "On a presque, honte de critiquer du si bon monde".

ESSENCE

(SUITE DE LA PAGE A 1)

prix, mais les compagnies semblent avoir déjà engagé leur processus de hausse, depuis le prix du pétrole brut canadien est passé de \$6.50 à \$9 le baril.

Le Premier ministre Bourassa a confié hier à LA PRESSE qu'il s'était entretenu sur cette question avec ses homologues d'autres provinces. Qu'il a préféré ne pas identifier.

CARVALHO

(SUITE DE LA PAGE A 1)

cument, le local du Parti communiste dans la ville d'Arcos de Valdevez, à l'extrémité nord du pays, était la proie des flammes, après avoir été mis à sac par des manifestants, auxquels s'étaient joints de nombreux paysans venus dans la ville à l'occasion d'une foire.

Deux magasins qui se trouvaient dans le même immeuble ont également été incendiés et les policiers qui étaient sur place n'ont pu contenir la foule. Quand les militaires appelés en renfort sont arrivés, la foule empêchait les pompiers de combattre le feu.

En trois semaines, plus de 50 locaux des partis de gauche (PC et MDP) ont été attaqués au cours de manifestations qui ont fait une demi-douzaine de morts et une centaine de blessés.

Le projet Carvalho s'en prend également aux communistes, qu'il accuse d'"élitisme exagéré" et de "tentative de s'infiltrer aux postes clés dans le gouvernement", mais il reproche au MFA son attitude de "dépendance" et de "négoce" vis-à-vis des "partis bourgeois".

"Cette attitude, affirme le docu-

ment, a eu pour résultat de discréditer les militaires aux yeux des travailleurs".

Par ailleurs, s'en prenant au "document Melo Antunes", le plan du chef du Copcon affirme que les propositions des modérés en vue de freiner le virage à gauche du gouvernement "pourraient mener à la récupération et à la destruction de la révolution par la droite".

Que propose le général de Carvalho? Il propose un mouvement de masse au-dessus des partis et l'instauration d'un pouvoir ouvrier au sein duquel une place de choix serait faite aux organisations populaires de base, en vue de surmonter la crise.

Le "document Melo Antunes" dénonçait, certes, "les vagues idées populistes anarchisantes", mais les observateurs estiment que, compte tenu de la large adhésion recueillie au sein de l'armée par le document des Neuf, le général de Carvalho pourrait tenter de trouver un moyen terme entre ce document et son propre projet.

Par exemple, note-t-on, les deux documents condamnent la volonté dirigiste du PC et son infiltration dans l'appareil d'Etat et dans les médias d'information; les deux reconnaissent la nécessité d'une restructuration du pouvoir exécutif et du MFA; les deux invitent les dirigeants à tenir compte des conditions socio-culturelles du pays pour marquer le rythme de la révolution; et les deux s'entendent pour maintenir l'unité du MFA.

Par contre, alors que le document des Neuf se prononce pour le renforcement des liens avec la CEE, le projet d'alternative de gauche juge indispensable que le Portugal mette fin à sa dépendance vis-à-vis du Marché commun européen.

A moyen terme, toutefois, un compromis pourrait être trouvé, surtout

que le projet Carvalho, tel qu'il a été publié, n'est, dit-on, qu'un document de travail.

Le fait qu'il ait pu circuler peut être interprété comme une invitation à la discussion.

MONTS

(SUITE DE LA PAGE A 1)

révélé qu'ils avaient reçu une quinzaine de mémoires depuis la publication, le 7 mai dernier, de l'avant-projet de règlement sur les carrières. Ces mémoires tendent tous à rendre ses dispositions moins sévères à l'endroit des exploitants. Ils ont été soumis par les "lobbies" de la construction des routes et du ciment, par les propriétaires des carrières et par certaines industries, notamment celles reliées à la fabrication de la chaux.

Les exploitants se plaignent surtout de la sévérité de la réglementation concernant la pollution par le bruit et par la poussière. Ils soulignent ainsi que, dans certains cas, les normes du bruit sont plus sévères pour les exploitants que pour la circulation dans les villages...

Il est clair que le ministère des Affaires municipales n'a pas considéré le critère d'esthétique régionale dans le cas des montagnes de Saint-Bruno et de Saint-Hilaire. Les exploitations actuelles constituent, aux yeux de plusieurs observateurs impartiaux, des chancres déplorables dont il faut arrêter la progression immédiatement. Des légistes estiment pour leur part que les ministères provinciaux impliqués, s'ils en avaient la volonté, pourraient avoir recours aux dispositions du code criminel, au titre des méfaits, pour avoir raison des responsables d'une si grande atteinte au milieu de vie québécois.

De l'eau au moulin de chacun!

Pour qu'ils puissent jouer adéquatement le rôle vital qui leur revient au niveau de la collectivité, les lacs et cours d'eau du Québec doivent généralement rester libres d'obstacles et n'être modifiés qu'en cas de nécessité.

A cet effet, il est rappelé à tous les propriétaires riverains qu'ils ne peuvent, sans autorisation préalable, construire à des fins personnelles ou industrielles des installations empiétant sur le lit des cours d'eau.

L'observance de cette directive est sujette à différents modes de contrôle dont la patrouille aérienne. Nous ne pouvons apporter de l'eau au moulin

de chacun qu'en considérant cet élément comme un bien collectif.

Toute demande d'autorisation relative à une intervention en cours d'eau doit être soumise à:

La Direction générale des eaux
Ministère des Richesses naturelles
1640, boulevard de l'Entente
Québec G1S 4N6
(418)



Gouvernement du Québec
Ministère des Richesses naturelles



à 200 pieds de la Plaza Saint-Hubert

LE ROI DU RADIO

MONTREAL
507, rue ST-ZOTIQUE.
TROIS-RIVIERES,
987, rue SAINT-MAURICE

GRANDE VENTE D'ÉTÉ

STÉRÉO SOUDSIGN

comportant:

- Récepteur AM-FM stéréo Soundesign
- Tourne bande 8 pistes
- Tourne disque automatique
- 2 haut-parleurs de qualité

le tout pour
\$125

110 watts
IPP

1/2 MILLION DE DOLLARS EN STÉRÉO

À PRIX INCROYABLE

\$125

SUPPORT OPTIONNEL

LLOYD'S

STUDIO D'ENREGISTREMENT MAISON COMPLET

\$24888

Support optionnel

LE ROI DU RADIO

MONTREAL
507 est, rue SAINT-ZOTIQUE
270-3604

- Récepteur AM-FM stéréo
- Table tournante automatique
- Tourne bandes 8 pistes

- 2 haut-parleurs de qualité
- Magnétophone d'enregistrement
- Casque d'écoute stéréo

MISE DE COTE CREDIT JUSQU'À 36 MOIS - PAIEMENT FACILE

La bataille des soucoupes volantes

La quincaillerie cosmique, variée et parfois habitée

Le dernier article était consacré aux observations d'OVNIs au cours de leurs opérations dans l'atmosphère. Les OVNIs ne sont pas tous des "soucoupes". Ils apparaissent sous diverses formes dont Germain Tardif énumère aujourd'hui les principales.

Le présent article traite également des cas d'atterrissage et de la présence maintes fois constatée, d'après les témoins eux-mêmes, d'occupants intelligents... ou intelligemment guidés.

— 5 —

La majorité des OVNIs se présente sous la forme d'une assiette de crème renversée avec une cerise au-dessus. Mais les rapports d'observations comportent d'autres descriptions qui permettent de conclure que la quincaillerie cosmique, si elle existe vraiment, est variée, probablement pour répondre à des besoins particuliers ou aux exigences des missions.

Les formes les plus fréquentes sont les "soucoupes" ou disques, les objets ovoïdes (en forme d'oeuf), les sphères, avec ou sans anneau, les hémisphères, les "cigares" ou cylindres, les cônes et les triangles.

Il se peut que les objets ovoïdes soient, en fait, des disques aperçus d'un angle qui leur donne cette apparence. Les "cigares" et les cylindres peuvent également être le même type d'objets décrits de façon différente pour les mêmes raisons. Il en va de même pour les cônes et les triangles.

Des témoignages mentionnent aussi des losanges, des trapèzes, des rectangles, des cubes, etc. Il y a lieu de penser que ces formes s'insèrent, en réalité, dans l'une ou l'autre des quatre catégories mentionnées plus haut.

Ces constatations ont donné lieu à une hypothèse intéressante dont fait mention Henry Durrant, dans son livre "Les dossiers des OVNIs" (Laffont).

Selon lui, les cigares seraient des vaisseaux-mères admirablement équipés, immenses, pouvant transporter les autres engins plus petits et leurs équipages. En somme, des "porte-soucoupes" avec tout ce que cela comporte de facilités techniques à bord: garage, réparation, logement, restauration, hôpital, etc.

Les disques ou les objets ovoïdes seraient des véhicules utilisés pour des missions précises nécessitant l'apport direct d'êtres vivants intelligents. Ces engins seraient, de leur côté, pourvus de petits appareils sphériques de reconnaissance ou d'espionnage, des "mouchards", comme il les appelle.

La plupart des cas d'atterrissage impliquent des disques, soucoupes ou ovoïdes et, parfois, des cônes.

Quant aux boules lumineuses, en plus de leur mission de "mouchards", elles ont fréquemment été vues accompagnant des disques et faisant la navette entre eux ou, encore, prélevant, sur le sol, du matériel terrestre.

Ces apparitions de bolides sont, la plupart du temps, suivies de près par la présence, dans la même région, de nombreux OVNIs. Il s'agirait d'un "arrivage", théorie émise par l'ovniologue montréalais Henri Bordeleau, auteur de trois livres sur les OVNIs et cité dans maints ouvrages américains et européens sur le sujet. Lui-même dit avoir été témoin d'un arrivage, en 1966, au-dessus de Montréal.

Atterrissage près de Montréal

Le 6 octobre 1973, à 11 heures, l'avant-midi, raconte M. Philippe Blaquière, qui a fait enquête sur l'incident, trois personnes, qu'il n'a pas voulu identifier faute d'autorisation, ont aperçu, dans un champ, à Saint-Mathias-de-Chambly, un engin inconnu plus gros qu'une grange qui se trouvait à proximité de cet endroit.

Le propriétaire de ce champ sa-

sait, cette année-là, pousser un foin expérimental qui, au moment de l'événement, avait deux pieds de hauteur.

Les témoins étaient des gens qui vivaient dans une maison mobile tout près de là. L'observation a duré 45 minutes.

Un petit objet s'est détaché du gros engin et est allé lentement se poser à une centaine de pieds plus loin, au bord d'un ruisseau, suivi à pieds par cinq humanoïdes de trois pieds de stature.

Ces êtres étaient vêtus un peu comme des plongeurs sous-marins. Leurs vêtements étaient orangés et luisaient au soleil, tout comme les ceintures orange des brigadiers scolaires.

Ils ne marchaient pas mais semblaient flotter dans l'air, à ras le sol. Aucune trace de pas n'a été relevée mais seulement un léger déplacement du foin.

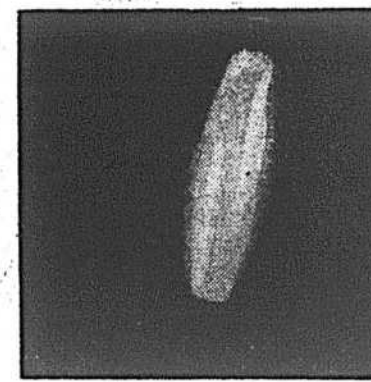
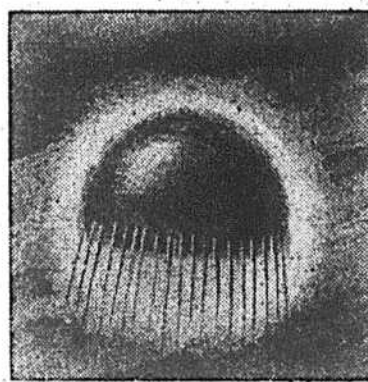
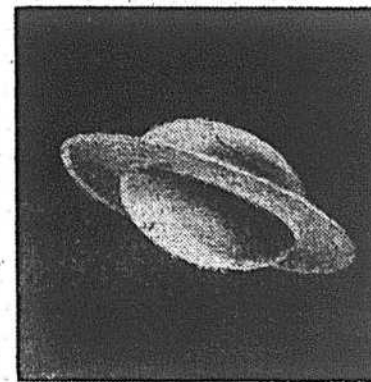
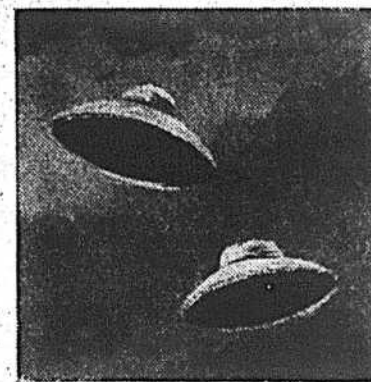
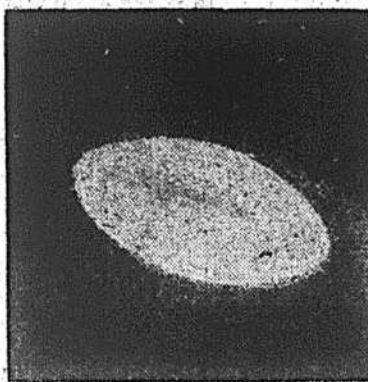
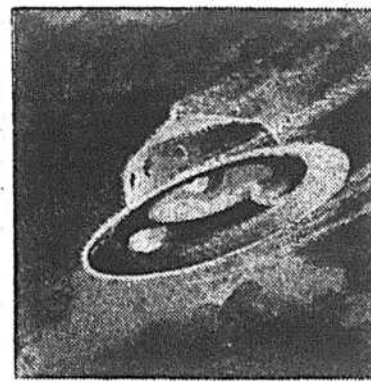
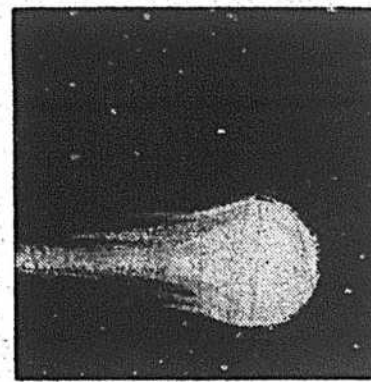
On a également trouvé des traces ressemblant à celles d'un boyau qu'on utiliserait pour pomper de l'eau.

Quant à l'engin principal, il a laissé une immense marque en forme d'anneau de 55 pieds de diamètre et, à l'intérieur de cercle, celles de trois pattes en forme de sabots d'un pied, trois pouces par un pied, dix pouces. Ces pattes, qui servaient sans doute d'appui à l'engin, étaient distantes l'une de l'autre de 34 pieds et s'étaient enfoncées de trois-quarts de pouce dans le sol, lequel était très dur.

Des statistiques, indiquent que 20 p. 100 des observations font état d'atterrissage et que 50 p. 100 des cas d'atterrissage comportent la présence d'êtres vivants.

Les descriptions qu'on a faites de ces humanoïdes sont variées même si, en étudiant des près ces témoignages, on est parvenu à tirer des images-types et des conclusions générales.

Leurs formes se rapprochent de celles de l'être humain: un corps vertical, deux pieds, deux bras,



Quelques-uns des objets volants non identifiés aperçus le plus fréquemment: sphère-bolide lumineuse, gigantesque mais vue de très loin, considérée comme arrivage d'OVNI; cigare ou "porte-soucoupes"; disque ou ovoïde; "soucoupe"; sphère entourée d'un anneau; on croit qu'il s'agit de deux soucoupes reliées par la base; boule, objet de petites dimensions que l'on croit téléguider et qui jouerait un rôle de reconnaissance à distance.

une tête, etc.

Dans certains cas, ils sont recouverts de ce qui ressemble à une "carapace" d'aspect rugueux et leur tête semble monstrueuse. Il s'agirait, selon les ovniologues, de vêtements spatiaux et non de leurs corps, ces êtres n'évoluant pas tout nus dans une ambiance atmosphérique et climatique qui leur est étrangère. Quant aux têtes, elles peuvent être recouvertes d'une sphère ou d'un casque comme c'est le cas pour nos propres cosmonautes.

Leurs tailles varient: dans la majorité des cas, ce sont des nains (de 3 ou 4 pieds). On a toutefois observé des êtres à stature normale, selon nos conceptions, ou des géants, de 7 ou 8 pieds, ou même

plus, ces derniers, la plupart du temps, accompagnés de nains.

Dans plusieurs cas, ces êtres ne marchent pas mais semblent plutôt flotter dans l'air, à ras le sol, comme s'ils étaient munis d'appareils leur permettant de défier les lois de la gravitation.

La plupart du temps ils évitent tout contact direct avec l'être humain et en faisant preuve, pour y parvenir, d'une prodigieuse ingéniosité. Leur comportement général, c'est la fuite.

On relève toutefois des cas de contacts directs, la plupart du temps malheureux ou funestes pour l'homme: enlèvement, hypnose, attaque ou défense armée, etc.

Cette diversité dans le comportement et les attitudes pourrait se

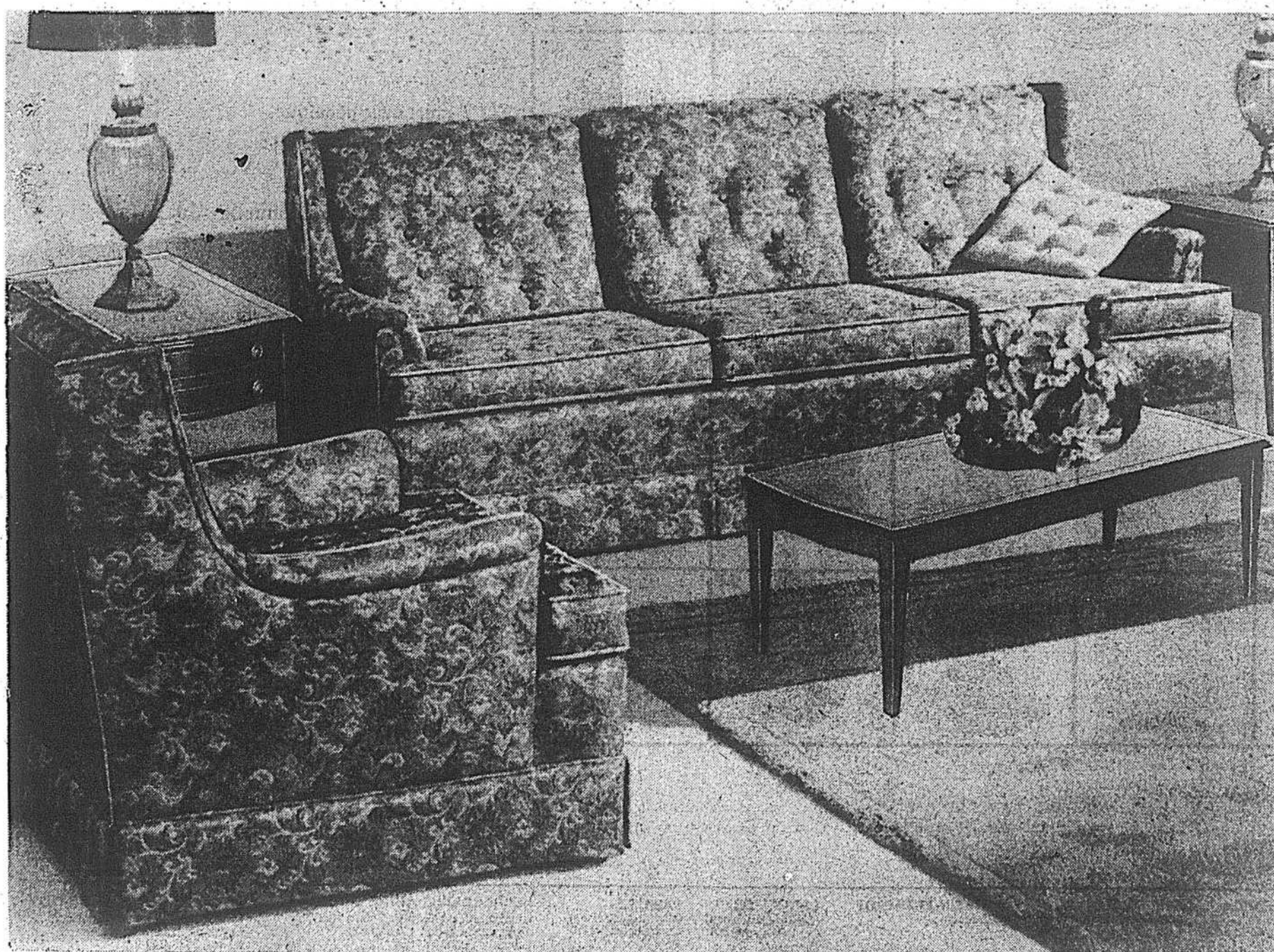
motiver par les nécessités de la mission à accomplir ou les exigences expérimentales sur les humains ou les animaux.

Si l'on y ajoute la diversité physique de ces êtres et la variété de leurs moyens de transport, il devient logique d'émettre l'hypothèse qu'ils puissent être d'origines différentes, provenir de constellations, de systèmes solaires ou de planètes différentes ou, encore, qu'ils soient de races différentes d'une même planète. Nous avons nos noirs, nos jaunes, nos blancs. Nous avons aussi nos géants scandinaves et nos pygmées africains. Pourquoi pas eux?

DEMAIN:

Que viennent-ils faire chez nous?

vente Foyerama d'automne Eaton



Canapé et fauteuil de style traditionnel à prix spéciaux!!

Prix Eaton

499⁹⁹ les 2-pièces

Profitez de la vente Foyerama Eaton pour vous procurer cet élégant mobilier de salle de séjour. Un modèle aux lignes simples qui apportera la note de confort et de raffinement que vous recherchez. Siège à ressorts hélicoïdaux à rebord souple. Coussins de siège rembourrés de «C-Lux». Modèle facile à nettoyer parce que le recouvrement réversible est à fermeture glissière. Coussins semi-attendants au dos et housses d'appui-bras comprises. Très beau recouvrement en rayonne, polyester et nylon en vert ou rouillé automnal. Le canapé mesure environ 84". Une offre à ne pas rater! Quantités limitées!

Eaton Centre-ville (septième étage), Anjou, Pointe-Claire, Cavendish et Laval. Rayon 270

Achat en personne seulement
Utilisez votre carte comptable Eaton

Tous ces articles sont vendus (tant qu'il y en aura en stock) jusqu'au samedi 16 août.

EATON

performances

Plus de pétrole au Mexique qu'en Alaska

"PETROLEOS MEXICANOS", la compagnie pétrolière mexicaine, a annoncé hier la découverte, dans le golfe de Campeche, "d'importants" gisements d'or noir et de gaz naturel, en même temps que son intention d'en lancer l'exploitation commerciale aussitôt que possible.

Les experts pensent que cette découverte, ajoutée à celles de 1974, pourrait porter les réserves de pétrole du Mexique à quelque 20 milliards de barils, soit deux fois plus que l'évaluation faite dans la partie septentrionale de l'Alaska.

LE MINISTRE de l'Industrie John Maloney a annoncé, mardi, que la **SOQUIP, société québécoise d'exploration**, s'approprie à forer un puits d'exploration de pétrole et de gaz naturel près de Monticello, dans le nord-est de l'Île-du-Prince-Édouard.

Ce puits, appelé Soquip Naufrage no 1, doit être commencé dans la première semaine de septembre, et on compte le creuser jusqu'à 10,000 pieds de profondeur. Le contrat de forage a été confié à **Regent Drilling Limited**, d'Edmonton, la société qui a récemment creusé un puits SOQUIP à Emyvale, près de Charlottetown.

L'équipement de forage sera transporté d'Emyvale à l'emplacement du nouveau puits. Et le travail doit être complété d'ici février prochain.

LA COLOMBIE portera bientôt à 200 milles les limites de ses eaux territoriales du Pacifique, après un accord avec l'Équateur, a annoncé mardi l'ambassadeur de ce pays à Bogota, M. Alfredo Donoso. Actuellement la limite des eaux territoriales de la Colombie est à 12 milles contre 200 à l'Équateur depuis 1952.

La délimitation finale des zones marines entre les deux pays sera décidée lors d'une réunion entre le président colombien, M. Alfonso Lopez, et son homologue équatorien, le général Guillermo Rodríguez, à partir du 22 août à Quito.

Un tel accord sera réalisé alors que le litige sur la délimitation de la plate-forme maritime reste entier entre la Colombie et le Venezuela. Des conversations sur ce sujet doivent se tenir bientôt entre les ministres des affaires étrangères des deux pays.

MALGRÉ des ventes plus élevées, les profits d'environ 3,000 compagnies canadiennes sélectionnées par **Statistique Canada** ont diminué de 12 pour cent au cours du deuxième trimestre de 1975 comparativement à la période correspondante l'année précédente.

Les profits ont reculé de \$311 millions sur un total de \$2.26 milliards.

De ce montant \$1.23 milliard revient aux compagnies manufacturières, \$416 millions aux industries minières et \$614 millions pour les autres industries.

Les ventes qui ont été de \$51.36 milliards ont augmenté de \$4.42 milliards. Les industries manufacturières ont obtenu \$25.33 milliards, les compagnies minières \$2.9 milliards et toutes les autres \$23.12 milliards.

AU COURS du mois de juillet, selon la **Société d'hypothèques et de logement**, 3,522 unités de logement ont été mises en chantier dans les centres urbains du Québec (10,000 habitants et plus) ce qui est inférieur de 3 pour cent par rapport au mois de juillet 1974.

Le total des mises en chantier au cours des sept premiers mois de l'année, dans les centres urbains a atteint 19,522 unités comparative-ment à 23,523 unités en 1974 pour la même période.

Les habitations individuelles représenteraient 55 pour cent du total des mises en chantier.

En juillet environ 78 pour cent de toutes les mises en chantier ont été faites dans les quatre centres métropolitains de la province. Soit 2,248 à Montréal, 328 à Québec, 89 à Hull et 78 à Chicoutimi-Jonquière.

LE PRÉSIDENT GERALD FORD fera probablement appel de la décision de justice déclarant illégal le droit de douane de \$2.00 par baril sur les importations de pétrole des États-Unis, a indiqué mercredi son porte-parole M. Ronald Nessen.

"J'ai depuis le début tenu pour acquis que le président ferait appel de la décision. Il n'y a donc guère de spéculations à faire à ce sujet, a déclaré M. Nessen. Il a indiqué que l'appel, devant la Cour suprême, pourrait être officiellement annoncé par le Département de la Justice d'ici la fin de la semaine.

La Cour d'appel de Washington, renversant une précédente décision de justice, avait décidé cette semaine que le droit de douane, imposé par M. Ford pour freiner les importations de pétrole, était illégal. La loi, avait-elle dit, donne à M. Ford, le droit de continger les importations mais pas celui de les taxer.

Les Ontariens épargnent deux fois plus que les Québécois

par Jean POULAIN

Les dépôts d'épargne personnelle dans les banques canadiennes sont deux fois plus élevés en Ontario qu'au Québec.

Selon la répartition régionale du passif des banques (les dépôts des clients étant une dette de la banque, ils entrent dans son passif) que vient pour la première fois de dévoiler la Banque du Canada dans sa dernière revue mensuelle, les dépôts d'épargne personnelle au Québec s'établissent à \$5,924 millions à comparer à \$13,120 millions en Ontario.

La Banque du Canada divise ces comptes d'épargne en trois catégories: les comptes d'épargne avec privilège de chèques (\$1,372 millions au Québec et \$3,017 millions en Ontario), ceux sans privilège de chèque (\$1,844 millions au Québec et \$6,252 millions en Ontario), le solde étant des comptes à terme fixe.

Indépendamment des comptes d'épargne mentionnés, les comptes de chèques personnels (comptes de banque ordinaires) laissent apparaître un écart encore plus accentué entre les deux provinces: le "fond de roulement" des Québécois auprès des ban-

ques se situe globalement à \$238 millions alors qu'il est de \$840 millions en Ontario.

Nul doute que l'actif détenu par les caisses populaires, qui ont été exclues du bilan, explique le faible volume que la Banque du Canada relève au Québec.

Obligations d'épargne

Un autre élément intéressant du passif des banques, dévoilé pour la première fois sur une base provinciale, est l'importance des achats d'obligations fédérales d'épargne de novembre 1974.

L'on constate par exemple que les dépôts du gouvernement fédéral auprès des banques à charte sont passés subitement de \$893 millions au 3e trimestre 1974 à \$4,682 millions au 4e trimestre de la même année.

Au niveau des provinces, la ventilation représente les chiffres suivants: Québec \$920 millions en dépôts fédéraux au 4e trimestre 1974 contre \$174 millions au 3e trimestre; en Ontario: \$2,008 millions au lieu de \$383 millions.

Ces chiffres laisseraient supposer que les Ontariens achètent à peu près

le double du montant d'obligations d'épargne fédérales acquises par les Québécois. (Le Québec est la seule province à lancer ses propres obligations d'épargne mais, exception faite de la campagne 1975, le montant obtenu ne dépasse guère \$100 millions).

Au niveau de l'actif des banques canadiennes — c'est-à-dire des prêts qu'elles consentent — l'on constate le même écart du simple au double entre les deux provinces.

C'est ainsi que, pour les prêts hypothécaires, l'encours pour le Québec s'établit à \$1,080 millions alors qu'il est de \$2,403 millions en Ontario.

La comme dans d'autres secteurs, les caisses populaires accaparent une partie des activités.

C'est entre autres le cas des prêts personnels qui totalisent \$1,726 millions au Québec et \$3,067 millions en Ontario.

Les cartes de crédit

Il est intéressant de noter au passage dans la ventilation de ces prêts la part des cartes de crédit bancaire Charge et Master Charge, qui entrent ensemble pour \$150 millions au Québec et \$253 millions en Ontario, cartes

qui n'ont pas d'équivalence au niveau des caisses populaires.

Ces données montrent que ces cartes sont loin de ne servir que pour les paiements de facture dans les 24 jours sans aucuns frais, mais servent aussi beaucoup comme moyen d'obtenir du crédit personnel sans nécessiter de compte de dépôt ni de négociations avec le gérant de succursale.

Un autre domaine où l'Ontario est en avance très nette sur le Québec est celui des prêts agricoles accordés par les banques, dont le montant est six fois plus élevé dans la province voisine, soit \$644 millions contre \$106 millions.

Le seul domaine où le Québec détient la palme est celui des prêts bancaires aux municipalités: sur un encours de \$1,834 millions pour l'ensemble du Canada, le Québec est en tête avec \$1,080 millions, soit plus de la moitié à lui seul, à comparer à \$308 millions seulement en Ontario.

A noter, par ailleurs un secteur dont l'importance est relativement modeste mais où le Québec domine: c'est celui de prêts hypothécaires commerciaux et industriels où nous gagnons avec \$148 millions alors que

l'Ontario, qui ne joue que pour \$86 millions, s'appuie sur d'autres institutions financières comme les sociétés de fiducie.

Toutes les données s'entendent à la fin du premier trimestre, soit au 31 mars 1975.

L'ensemble de l'actif des banques canadiennes, c'est-à-dire les créances totales dont elles disposent, se ventilent selon les données de la Banque du Canada, comme suit: Québec: \$15,598 millions et Ontario: \$28,080 millions.

La province qui occupe le troisième rang est la Colombie-Britannique avec un actif pour les banques totalisant \$8,929 millions, suivie par l'Alberta avec \$6,867 millions.

La Banque du Canada entre, en dehors des actifs sur base provinciale, un montant global de \$28,959 millions sous la rubrique "sièges sociaux", qui comprend entre autres comptes, \$10,604 millions qui représentent des prêts effectués en monnaie étrangère.

Cet actif "étranger" se retrouve dans le passif pour un montant de \$28,619 millions, qui laisse ressortir un déficit de \$340 millions: les dépôts étrangers sont en effet inférieurs aux emprunts.

G. M. augmente ses prix de 4.4%

d'après Dow Jones et UPI

General Motors a fait savoir, hier, que le prix de base de ses voitures 1976 serait majoré de 206 en moyenne, soit une hausse de 4.4 pour cent par rapport au prix actuel.

La compagnie a dit limiter ses hausses afin de ne pas entraver la reprise qui se dessine dans les ventes et pour contribuer à l'instauration d'une stabilité des prix aux États-Unis.

GM a précisé que l'augmentation des coûts de production a fait monter de \$375 le coût moyen d'une voiture.

Les concessionnaires seront un peu plus touchés que les consommateurs par les hausses sur les modèles 1976. Les prix de gros annoncés, hier, par GM comportent une augmentation de \$216 ou de 5.9 pour cent.

Si l'augmentation est moins forte qu'on l'anticipait, GM a par contre confirmé que certains équipements standard deviendront optionnels; ce sera notamment le cas pour les pneus radiaux ceinturés d'acier sur la plupart des modèles compacts et les freins assistés sur certains sous-compacts.

Les ajustements de prix varieront d'une diminution de \$211 sur le modèle Monza à une augmentation de \$808 sur la Corvette Chevy. Quant à l'équipement optionnel, il coûtera 6 pour cent plus cher.

Réaction favorable

La décision de GM a été favorablement accueillie par le conseil de stabilisation des prix et des salaires.

Un porte-parole de l'organisme, M. George Eads a déclaré que les prix de GM correspondaient bien à la réalité du marché de l'automobile.

Il a en outre précisé que les augmentations ne permettront pas de rejoindre les augmentations de coûts de production depuis septembre dernier.

La décision de GM de réduire au maximum ses prix n'est pas étrangère au fait que les trois grands constructeurs américains ont vu leurs ventes baisser de 20 à 34 pour cent par rapport à 1974, pour la période du 1er au 10 août.

La bousculade pour battre de vitesse les hausses de prix ne s'est pas matérialisée. L'an dernier, la rumeur voulant que les prix augmentent d'environ \$500 a provoqué un record de ventes qui n'avait été atteint qu'une fois dans l'histoire.

"Il y a toujours une résistance à des hausses de prix", a commenté un vendeur américain. "Peut-être y en a-t-il un peu plus maintenant!"

Au Canada

La filiale canadienne de GM, **General Motors of Canada** n'a pas encore pour sa part fait connaître l'ampleur des hausses de prix qui frapperont les modèles 1976. "Ce sera pour la semaine prochaine", a déclaré un représentant de la compagnie.

La compagnie canadienne a eu pour politique depuis plusieurs années de réduire l'écart de prix entre les voitures dispendieuses vendues au Canada et aux États-Unis.

Réduction

Les constructeurs canadiens d'automobiles n'assembleront que 9,905 voitures cette semaine, soit 39 pour cent de moins que la semaine dernière.

La cédule de production présente une baisse de 23 pour cent par rapport à la même semaine l'année dernière, alors qu'on avait assemblé 12,913 véhicules.

Ce ralentissement de la production est en grande partie imputable aux

arrêts techniques annuels chez Ford et General Motors et à la prolongation de cette production à cause de pénuries de pièces.

Chez Chrysler Canada, la situation a été différente; la compagnie sortira 6,200 voitures, soit à peu de choses

près le même volume que la semaine dernière.

Avec une cédule de production de 1,210 véhicules cette semaine, Ameri-

can Motors maintient son rythme de production par rapport à la semaine dernière et à pareille date, l'an dernier.

Après le boom des dernières années Le marché de la bicyclette se stabilise

par Susan GOLDENBERG

Financial Post News Service

L'essor spectaculaire des ventes de bicyclettes semble se ralentir, mais les vendeurs ne s'accordent pas sur la question de savoir si les ventes se stabiliseront ou si elles continueront de décliner.

On prévoit pour cette année des ventes totalisant 1.1 million d'unités, sensiblement la même chose que l'an dernier, alors qu'il s'était vendu 1.4 million de bicyclettes en 1972 et 1.3 million en 1973.

Arrêts techniques chez Ford et G.M.

par Roger LEROUX

A cause d'une pénurie de pièces, la Compagnie **General Motors** de Sainte-Thérèse n'a pas appelé au travail ses employés au début de la semaine comme il était prévu.

Un porte-parole de la compagnie a indiqué que cette pénurie est attribuable à une grève qui sévit présentement à Lordstown (Ohio) où est fabriquée une partie des pièces entrant dans les voitures montées à Sainte-Thérèse.

Les quelque 2,000 travailleurs de GM sont en congés ou en vacances depuis le 18 juillet alors que la compagnie a procédé à son arrêt technique annuel.

Un premier groupe de 200 travailleurs devait normalement être rappelé le 11 août et le reste du personnel, le 18 août.

Si le conflit de Lordstown se règle en fin de semaine, comme la compagnie l'espère, le rappel de tous les travailleurs sera fait le 2 septembre prochain.

Oakville

Ford Motor Co. of Canada Ltd., a procédé à un arrêt technique lundi à ses deux usines d'Oakville. L'arrêt de la production durera deux semaines.

La compagnie avait indiqué plus tôt qu'elle n'envisageait pas de prolonger l'arrêt normal qui précède à chaque année les changements de modèles. Toutefois, la production des modèles 1975 était complétée le 8 août et un manque de pièces rendait impossible le lancement de la production des modèles 1976.

Toutefois, certains distributeurs établis dans des régions économiquement plus faibles et sujettes aux grèves du pays affirment que le volume des ventes a baissé d'au moins 20 pour cent.

Quoi qu'il en soit, la situation est loin d'être aussi sérieuse qu'aux États-Unis, où l'on s'attend à ce que les ventes tombent de 50% cette année.

La diminution des ventes au Canada est due en partie à la baisse des importations, qui comptent généralement pour quelque 70 pour cent de toutes les ventes canadiennes.

Statistique Canada rapporte que l'an dernier, 723,000 bicyclettes ont été importées au Canada, en comparaison de 901,000 en 1972 et 1,119,000 en 1973.

Une partie de cette baisse pourrait cependant être contrecarrée par l'augmentation de la production domestique: au cours des deux dernières années, trois nouvelles entreprises de fabrication et de montage de bicyclettes ont vu le jour — Victoria Precision Works Co., de Montréal, Raleigh Industries of Canada Ltd., de Waterloo, Qué. et Sekine Canada Ltd., de Rivers, Manitoba.

On ne s'accorde pas toutefois sur les prédictions concernant l'essor futur de cette industrie.

Les ventes se maintiendront

Les optimistes, qui sont en majorité, affirment que les ventes se maintiendront au moins à leur niveau actuel. Selon M. Keith Thomson, directeur de la division des bicyclettes de la compagnie CCM, de Toronto, le plus important fabricant de bicyclettes du Canada, durant les quatre ou cinq années à venir, les ventes demeureront stables à un million ou un million 200 mille unités. L'aménagement de pistes cyclables dans de nombreuses villes devrait contribuer au maintien des ventes, précise-t-il.

Par contre, M. Stephen Boyd, président du plus gros distributeur de la côte ouest, Boyes & Rosser Ltd., de Coquitlam, Colombie-Britannique, souligne que les ventes ont été sérieusement affectées par les nombreuses grèves survenues dans cette province.

L'industrie s'accorde totalement, néanmoins, sur le fait que les ventes de pièces de rechange ont augmenté de 10 à 20 pour cent par rapport à l'an dernier, de nombreuses bicyclettes achetées ces dernières années nécessitant maintenant des réparations.

Le vélo-moteur est à la mode

Les distributeurs précisent par ailleurs que la vente des mobylettes — la nouvelle vogue cette année — n'affecte pas celle des bicyclettes, par suite de l'écart de prix existant entre ces deux types de machine. La mobylette (une bicyclette à moteur) se vend autour de \$400, tandis que la bicyclette la plus populaire — la 10 vitesses — coûte rarement plus de \$125.

On souligne que les ventes ont pu se maintenir parce que les prix sont demeurés généralement identiques à ceux de l'an dernier, ou ont même baissé dans certains cas.

Par suite, d'un surplus de production



photo Pierre Côté, LA PRESSE

Hausse de l'essence par ci. Hausse du prix des voitures par là. La bicyclette est-elle le véhicule de l'avenir comme en Chine ou, plus près de nous, en Hollande ou bien n'est-elle qu'une mode passagère?

et de la baisse des ventes aux États-Unis, les importateurs canadiens de bicyclettes en provenance de l'Orient ont souvent en stock plus de machines qu'ils n'en peuvent vendre, d'où la réduction des prix.

Toutefois, on anticipe un déclin de la production en Orient. De plus, les droits de douane, qui oscillaient depuis deux ans entre 15 et 25 pour cent, sont fixés à 25 pour cent depuis mars.

Enfin, l'augmentation de la valeur de la livre sterling et du franc français a provoqué une montée des prix des bicyclettes importées de ces deux pays.

Le prix des bicyclettes fabriquées au Canada avait baissé lui aussi, à cause principalement de l'abondance des stocks de CCM. La situation est cependant redevenue normale, et l'on peut s'attendre pour l'an prochain à une augmentation de quelque 8% du prix de détail.

Air Liquide investira \$7 millions à Varennes

Le président de Air Liquide Canada Ltée, M. Pierre Salbaing, a annoncé hier que la compagnie investira \$7 millions et doublera la capacité de sa centrale de production d'oxygène et d'azote de Varennes.

Cette deuxième usine s'élèvera à côté d'une première, en activité depuis 1967.

La capacité de production d'Air Liquide à Varennes atteindra ainsi près de 350 tonnes d'oxygène et d'azote par jour à l'automne 1977.

Cette production totale comprendra 260 tonnes par jour sous forme liquide, faisant de l'usine la plus importante centre de production d'oxygène et d'azote liquides au Québec.

Inglis	7,500	12½	+1½	Hauts
Abitibi	6,850	10½	-¼	Bas 7

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains. The number of transformed cells was determined by the number of colonies obtained on the selective medium. The results are the mean of three independent experiments. Error bars represent standard deviation.

en dollars et en fractions de dollar pour les plus importantes et en cents pour les petites compagnies.

Mindamm	7000	18	17	18	— 1	Precan
Moffat A	500	\$7	7	7		Presto
Molson A	2500	\$21 ³ / ₄	21 ³ / ₄	21 ³ / ₄	— 1/4	Pure

W Jones à 10h30

11

Cdn - Occ	8	8	11 1/4	11	11 1/4	— 1/4	Hyg F
CSup - Olp	9	2	37 1/4	37 1/4	37 1/4		Imp C

Dow Jones à 10 h 30

817.51 — 3.05

1/8	Wr	Harg	100	71-1-16	1	1	-
3/8				889			
1/4							

en bref

Papadopoulos refuse
de se défendre

ATHENES (AFP) — Quatre des accusés vedettes du procès pour rébellion et haute trahison ont refusé, aujourd'hui, de faire toute déclaration et de se défendre devant la cour criminelle d'Athènes, qui juge les vingt principaux auteurs du coup d'Etat militaire du 21 avril 1967.

M. Georges Papadopoulos a déclaré : "Je m'en tiens à ma prise de position initiale. J'assume l'entière responsabilité de la révolution. Je repousse l'accusation et refuse de participer à ce procès. Pendant quarante ans de ma vie militaire, j'ai assumé en conscience mes responsabilités. Je rendrai compte de mes actes seulement devant l'histoire et aussi devant le peuple et mes co-accusés." Comme le président le pressait de questions, l'ancien président de la république a ajouté : "Il est inutile de vous fatiguer."

L'ex-colonel Nikolaos Makarezos a, pour sa part, déclaré : "J'ai participé à la révolution du 21 avril. J'en accepte toutes les responsabilités. Je suis fier de mes actes et je ne me considère pas comme un accusé."

L'ex-général des blindés Stylianos Pattakos, a, de même, répondu au président : "J'admire votre patience, mais je ne répondrai pas."

Enfin, l'ex-général Dimitri Ioannidis, ancien chef de la police militaire, s'est déclaré fier d'avoir participé à la révolution du 21 avril 1967. "J'ai fait mon devoir de soldat, a-t-il dit, ce que je reste jusqu'au bout. J'ai agi en ayant pleine conscience des conséquences, l'histoire et mes camarades de l'armée me jugeront le moment venu."

Le président lui a répondu : "Vous êtes accusé de rébellion et de haute trahison, et non pas de révolution." L'audience de la cour a été suspendue jusqu'à samedi matin.

"Made in Japan"

TOKYO (AP) — Avec un large sourire, le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Kiichi Miyazawa, a remis mardi à l'un des dirigeants du Parti libéral-démocrate le cadeau qu'il avait acheté à son intention lors de son récent voyage à New York.

Tout aussi souriant, M. Raizo Matsuno, président de la commission d'études politiques du parti, a ouvert la petite boîte qui renfermait un magnifique briquet.

Il commençait à remercier M. Miyazawa avec effusion lorsque son sourire s'est soudain figé et il a rendu avec embarras le briquet au ministre, qui a pu lire comme lui sur la boîte : "Made in Japan".

Caracas nationalise
les "Grands" du pétrole

CARACAS (Reuters) — Les compagnies pétrolières étrangères cesseront leurs opérations au Venezuela au 31 décembre prochain, même si elles ne sont pas d'accord avec les conditions d'indemnisation, prévoit un amendement au projet de loi gouvernemental sur les nationalisations, adopté mardi soir.

Dix-neuf compagnies étrangères et privées, dont certaines opèrent depuis soixante ans au Venezuela, passeront alors sous le contrôle de l'Etat.

M. Hector Hurtado, ministre des Finances, a précisé que les indemnités seront versées dans les cinq ans à venir sous forme de bons du trésor vénézuélien.

On estime officiellement à \$1,160 millions le montant total des indemnités.

De plus en plus de
divorces en URSS

MOSCOU (Reuters) — Le nombre de divorces a presque triplé en Union soviétique de 1960 à 1973, selon un rapport du gouvernement analysé, hier, par l'hebdomadaire "Literaturnaya Gazeta".

En 1960, le pourcentage des divorces par rapport aux mariages était de 10,4 pour cent. En 1973, il était devenu de 27 pour cent.

Mais l'auteur de l'analyse, Viktor Perevedentsev, fait remarquer que ces statistiques ne tiennent compte que des divorces officiellement enregistrés. Le nombre réel des ménages défaits doit être supérieur.

"On ne demande un certificat de divorce que lorsque c'est essentiel pour convoquer en deuxième noce, par exemple, ou pour résoudre des problèmes de logement", précise Viktor Perevedentsev.

L'OLP désavoue
le terrorisme

TOKYO (AFP) — L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est prête à soutenir une proposition japonaise d'accord international sur la prévention du terrorisme international, a annoncé hier à Tokyo M. Chafik Al-Hout, représentant du bureau de l'OLP à Beyrouth.

M. Chafik Al-Hout a indiqué que l'OLP désavoue les actes de terrorisme contre des pays étrangers tels que les détournements d'avions et les attaques contre des ambassades comme à La Haye ou à Kuala Lumpur.

Incidents raciaux dans
deux villes des E.-U.

BOSTON (AFP) — Boston a été le théâtre d'affrontements raciaux, hier, pour la quatrième journée de suite. Dix-sept personnes, dont six agents de police, ont été blessées lorsque plusieurs centaines de résidents noirs ont attaqué, à coups de pierres, des voitures de police. Deux personnes ont été arrêtées.

Des incidents raciaux ont également éclaté, hier, dans la petite ville de Delmar, dans l'Ohio, où des centaines de jeunes gens ont essayé d'empêcher les pompiers de lutter contre trois incendies, lesquels auraient été provoqués par des jeunes gens armés de bombes Molotov.

Selon un porte-parole de la police, une foule d'environ 200 personnes, dont certaines portaient des armes à feu, ont cassé des vitres et renversé des voitures dans le centre de la ville. On ne signale aucune victime mais plusieurs personnes ont été arrêtées.

Ces incidents font suite à la mort d'un jeune homme de 19 ans qui a été abattu par un policier, mardi, alors qu'il s'enfuyait d'un bar.

L'escadron de la mort
frappe encore au Brésil

RIO DE JANEIRO (Reuters) — L'escadron de la mort a de nouveau frappé au Brésil : une douzaine de corps criblés de balles, abandonnés sur des chemins déserts, ont été découverts au cours de la semaine écoulée, principalement dans le faubourg ouvrier de Nova Iguaçu, à Rio de Janeiro.

Les victimes n'ont pas encore été identifiées, mais leur mort porte la marque des exécutions de l'escadron des dizaines de balles, des signes de torture, des brûlures de cigarettes, des indices de strangulation. Les yeux étaient bandés, les mains liées derrière la dos, plusieurs des corps partiellement calcinés.

Quarante-trois squelettes ont été récemment découverts à Nova Iguaçu, probablement des victimes de l'escadron de la mort. Le colonel en retraite Ivy Xavier, qui vit à proximité, a déclaré à la presse qu'il pourrait bien se trouver encore une soixantaine de squelettes dans les parages, et il a parlé du "massacre de la semaine sainte", cette année. Il a dit que durant la semaine précédant Pâques, il a entendu 14 exécutions près de chez lui.

L'escadron de la mort, croit-on, est une organisation d'anciens policiers qui ont décidé de prendre la loi en mains. On le tient responsable de l'assassinat de 3,000 petits délinquants au cours des neuf dernières années.

Le "Cambronne"
américain est mort

WASHINGTON (Reuters) — Le général Anthony McAuliffe, qui passera à la postérité comme Cambronne le fit, avec un seul mot, est décédé lundi de leucémie, à l'hôpital Walter-Reed de Washington. Il était âgé de 77 ans.

Le général McAuliffe, commandant de la 10e division aéroportée, se trouvait à Bastogne, en Belgique, en décembre 1944, pratiquement encerclé par des forces allemandes quatre fois plus nombreuses.

Un messageur vint lui apporter une demande de reddition du commandant des forces allemandes. Le général McAuliffe écrivit sur le document "nuts" (imbéciles) et le renvoya par un de ses messagers qui dut expliquer au commandant allemand la signification de ce terme argotique.

Le général McAuliffe devint ensuite adjoint au commandant des forces américaines à Bikini, commandant de la 243e division d'infanterie au Japon, commandant de la septième armée américaine en Europe et, enfin, commandant des forces terrestres américaines en Europe.

Ford en Chine

TOKYO (AFP) — Le président Ford a déclaré au Premier ministre Nippon, M. Takeo Miki, qu'il se rendrait probablement en Chine vers la fin de l'année, apprend-on de source gouvernementale japonaise.

Le président a fait cette déclaration à M. Miki lors de leur rencontre le 5 août à Washington.

Initialement, le président des Etats-Unis devait se rendre en Chine au mois de septembre. La date de cette visite était cependant apparue incertaine en raison des difficultés rencontrées pour établir un programme pour la visite que doit effectuer à Washington M. Léonide Brejnev.

Le chef de la Maison-Blanche, ajoute-t-on, a également affirmé que son séjour en Chine n'aboutirait pas immédiatement à la normalisation des relations sino-américaines. Les Etats-Unis continueront selon lui, de s'en tenir à la lettre du communiqué de Shanghai de 1972.

Optimisme prudent au
Caire et à Jérusalem

WASHINGTON (PC, AFP, UPI) — Les indications deviennent de plus en plus fortes que le secrétaire d'Etat Henry Kissinger est à la veille d'entreprendre une autre tournée diplomatique au Moyen-Orient. Le fait qu'il envisage une pareille initiative après son échec retentissant de mars dernier suscite l'espoir que les divergences entre Israël et les Arabes seraient en voie de se rétrécir.

Selon des indications officielles du Département d'Etat, Kissinger et ses adjoints envisageraient la reprise de la navette du chef de la diplomatie américaine à partir du 20 août. Officiellement, les autorités américaines soutiennent qu'aucune décision définitive n'a été prise en vue d'un autre voyage de M. Kissinger dans la région.

Par ailleurs, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, et ses principaux ministres se sont réunis hier durant deux heures et demie pour étudier la réponse égyptienne à leurs dernières propositions en vue d'un accord intérimaire de paix entre les deux pays.

Les Israéliens sont d'accord pour abandonner les puits de pétrole d'Abou Roudès, dans le désert du Sinaï, ainsi qu'une mince bande territoriale reliant le golfe de Suez à ces installations, selon des informations annoncées, hier soir, par la chaîne de télévision de la CBS.

En contrepartie de ces cessions, a ajouté la CBS, les Israéliens demanderaient, toutefois, que les Etats-Unis leur fournissent 350 millions de dollars en compensation pour les revenus pétroliers abandonnés, ainsi que 150 millions de dollars pour couvrir les frais

qu'entraînera la construction de nouvelles fortifications.

Les Egyptiens, selon CBS, sont prêts de leur côté de signer un accord de trois ans avec Israël et d'entreprendre, mais à titre secret, de ne pas avoir recours aux armes.

Le porte-parole du département d'Etat a indiqué, hier, de son côté, que les entretiens financiers américains-israéliens, en vue de l'octroi d'une aide civile et militaire américaine de près de trois milliards de dollars, étaient maintenant entrés dans le vif du sujet, et que les délégations des deux pays avaient conféré toute la matinée.

Le chef de l'Etat égyptien qui évoque d'autre part l'éventuelle conclusion d'un accord de désengagement, souligne que comme au mois de mars dernier, l'Egypte continue de revendiquer la restitution des cols et des puits de pétrole. S'il y a quelque chose de nouveau, ou si de nouvelles conceptions sont nées depuis l'échec de la mission Kissinger, c'est du côté israélien qu'il faut chercher, déclare-t-il. Il estime par ailleurs que tout nouveau retrait israélien du Sinaï constitue un progrès en direction de la paix. Après avoir souligné que l'Egypte n'a pas choisi le processus de l'évacuation par étapes, mais que ce système permettrait de faire évoluer constamment la situation. Le président Sadate indique également que le président Gerald Ford lui avait proposé à Salzbach de relancer la mission Kissinger avant l'ouverture des négociations de paix de Genève. Toutes les cartes sont entre les mains des Américains en dépit du fait que certains de nos frères arabes sont d'un avis contraire, estime-t-il.

La gauche française tiraillée par le Portugal

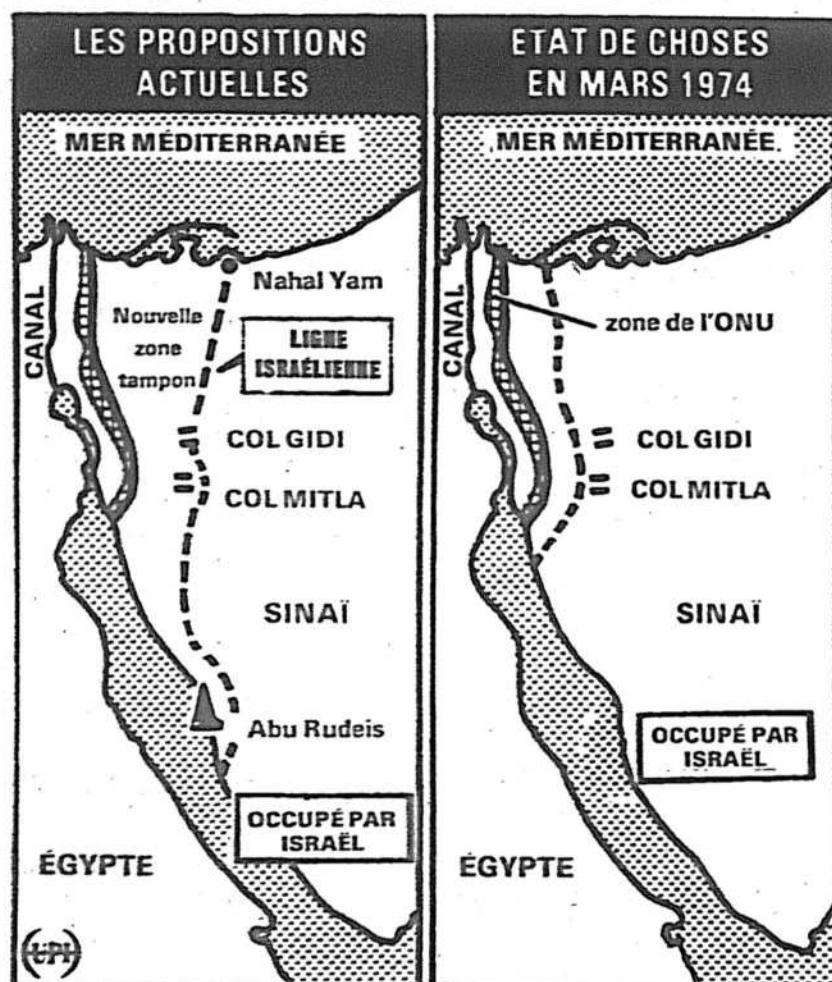
PARIS (AFP) — Le désaccord entre les partis socialistes et communistes français s'est à nouveau approfondi à l'occasion de l'analyse que ces deux formations font de la situation au Portugal. Réunis hier, à Paris, les délégations des deux partis de gauche n'avaient pu, en effet, après sept heures de discussions ininterrompues se mettre d'accord sur une attitude commune devant la montée du fascisme au Portugal.

Cette réunion, à laquelle ne participaient pas les dirigeants des deux formations, était due à une initiative des communistes soucieux de manifester la solidarité de l'ensemble de la gauche française aux communistes portugais. En fait, les communistes et les socialistes français restent profondé-

ment divisés dans leur appréciation des responsabilités de la crise portugaise.

Alors que, depuis le début de la révolution portugaise, le parti communiste de Georges Marchais soutient le parti communiste d'Alvaro Cunhal, le parti socialiste de François Mitterrand ne cesse d'appuyer le parti socialiste de Mario Soares.

Les deux formations, unies par la signature d'un programme commun de gouvernement et constituant, avec les radicaux de gauche, l'Union de la gauche apparaissent, à la lumière de l'évolution de la situation portugaise, comme les victimes de leurs solidarités internationales.



Le Premier ministre d'Israël, M. Yitzhak Rabin, a affirmé que son pays est prêt à céder le col de Mitla au Sinaï et retirer ses forces à 32 milles du canal de Suez. Les forces israéliennes occupent des positions situées en moyenne à 13 milles à l'est du canal de Suez. Dans le Sinaï septentrional, une autre retraite de 25 milles de la part des forces israéliennes situerait le début de l'axe défensif nord-sud à Nahal Yam. Le tracé des lignes est approximatif sur ces cartes.

Londres
fatigué
de l'Ulster?

BELFAST (AFP) — L'explosion d'une bombe dans un pub de Belfast, hier soir, a fait 4 morts et 31 blessés, apprend-on officiellement.

Le pub, le Bayardo Bar, était bondé au moment où la bombe a été jetée d'une automobile. Simultanément, des rafales de mitraillettes ont été entendues à l'intérieur du pub.

Le Bayardo Bar se trouve dans Shankill Road, un quartier protestant du centre de la ville.

Cet attentat est le plus meurtrier depuis le début du cessez-le-feu décrété par l'Armée républicaine irlandaise IRA en décembre 1974.

Les violences — notamment les attaques contre les pubs — qui s'étaient faîtes rares dans les premiers mois du cessez-le-feu, ont repris sur une grande échelle depuis le 9 août, date du quatrième anniversaire de l'introduction du système de l'internement sans jugement en Ulster. Echauffourées, fusillades et attentats ont recommencé de plus belle, faisant après l'explosion d'hier soir plus d'une dizaine de morts et portant à plus de 130 le nombre des tués en Irlande du Nord depuis le début de l'année.

Par ailleurs, la flambée de violence que connaît à nouveau l'Irlande du Nord depuis le week-end dernier, a fait réapparaître les spéculations sur un retrait total des Britanniques de la province.

"Pendant combien de temps encore la Grande-Bretagne peut-elle supporter les pertes en vies humaines et le coût financier nécessaires pour tenter d'empêcher catholiques et protestants de se trancher la gorge", n'hésitait pas à demander mardi matin le journal travailliste "Daily Mirror".

Que fera le cabinet de M. Wilson? Une alternative s'ouvrira à lui. Ou bien faire de l'Ulster une partie intégrante du royaume, sans aucune autonomie, prolongeant ainsi d'une manière définitive le statut actuel d'administration directe. Ou bien s'acheminer vers l'octroi de l'indépendance totale, laissant catholiques et protestants face à face. Une large partie de l'opinion publique, lasse de trainer le boulet irlandais, semble-t-il, soulagée de voir, comme l'affirme le "Daily Mirror", l'Ulster "disparaître dans les brumes de l'Atlantique".

vente géante
de fourrure

Choisissez dès maintenant notre fourrure mode 76

CHAT SAUVAGE Manteaux court en chat sauvage naturel ou teint rose.	\$449
RAT MUSQUÉ Manteaux en rat musqué garanti.	\$499
CHAT Chat sauvage naturel. Peaux d'échardes.	\$599
RAT MUSQUÉ Manteaux en rat musqué naturel, qualité supérieure.	\$599
RENARD Manteaux en renard rose ou gris naturel.	\$899
CASTOR Manteaux de castor rose et lustre.	\$899
LOUP NATUREL pale.	\$799
CHAT OCELOT Manteaux en chat ocelot naturel, unis ou ornés.	\$1195
CHAT LYNX Manteaux en chat lynx naturel.	\$1199
VISON Peaux et Renard Dark Ranch pleines peaux Black Cine Pelle Canada Majorité Shadow bleu Bert naturel Black Diamond femelle	\$1095 \$1295 \$1395 \$1495 \$1795 \$1395 \$2600

Manteaux en vison naturel pastel au choix. Peaux semi-allongées.

\$999

Gigiore

787 est. MONT-ROYAL
Côté Saint-Hubert — 206 verges de métro
STATIONNEMENT GRATUIT
526-6611

• Stationnement gratuit à l'entrée de l'église, entrée rue Saint-Hubert.
• 7 étages pour vous servir.
• Plan budgétaire et mise de cote.

MISE DE COTE
• Corrections d'ajustages gratuites.
• Plan de mise de cote et conditions faciles.

décès

REMERCIEMENTS/IN MEMORIAM

la presse

JEUDI
14 AOÛT 1975

BARRETTE (Antoinette) — A Montréal, le 13 août 1975, à l'âge de 83 ans, est décédée Mme Adélaïde Barrette, née Antoinette Lecours; elle laisse dans le deuil ses fils: Léopold, Jean-Louis et Roger, ainsi que ses 2 filles: Juliette et Monique et plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Cardinal et Neveu Engr., 2835, rue Dandurand, à 10h45, pour se rendre à l'église St-Basile, où le service sera célébré à 11h, et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

BELL (Bella) — A Montréal, le 11 août 1975 à l'âge de 76 ans, est décédée Mme Victor Bell, née Bella Savard. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons T. Sainsregret Ltée, 3198, rue Ontario est, à 8h30 pour se rendre à l'église St-Jean-Baptiste de l'Est, où le service sera célébré à 9h et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

BERTHELOT (Charles) — A Montréal, le 12 août 1975 à l'âge de 63 ans, est décédé M. Charles Berthelot, époux bien-aimé d'Yvette Richard. Il laisse 1 fils, Serge et son épouse Luce. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 4500, rue Verdun, pour se rendre à l'église Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, où le service sera célébré à 9h et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

BISSONNETTE (Gilberte) — Aux Cèdres, le 12 août 1975 à l'âge de 83 ans, est décédée Mme veuve Armand Bissonnette, née Gilberte Langevin, mère de la révérende sœur Marthe Bissonnette C.N.D., de Mme Peter Nadeau (Germaine), de Mme Andy Anthony (Huguette), de Gontran et René, tous 2 directeurs de funérailles et marchands Aux Cèdres, Laurent et de Mme Léo Roy (Lucille). Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Bissonnette et Frères Engr., 1260 Chemin du Fleuve, Aux Cèdres, pour se rendre à l'église paroissiale, où le service sera célébré à 9h30 et de là au cimetière de Aux Cèdres, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h.

BOUCHER (Jean) — A Montréal, le 13 août 1975, à l'âge de 50 ans est décédé M. Jean Boucher, contremaître à l'Hydro-Québec, époux de Marcelle Laperle, père de Ginette, Gilles, époux de Lise Lortie, Robert et Guy. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 400, boulevard Henri-Bourassa, pour se rendre à l'église St-Claude de Laval, où le service sera célébré à 9h et de là au cimetière de Parc du Souvenir, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. S.v.p. pas de fleurs, dons à la Fondation des maladies du cœur seraient appréciés.

BOYER (Lucienne) — A Farnham, le 12 août 1975 à l'âge de 49 ans, est décédée Mme Lucienne Béchard, épouse de Roméo Boyer. Elle laisse son fils René, ses filles: Claudette, Micheline, Johanne, plusieurs frères et sœurs. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Désordry, rue Principale à Farnham pour se rendre à l'église St-Romuald de Farnham, où le service sera célébré à 2h30 et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Collectes de sang

Des collectes de sang pour la Croix-Rouge auront lieu demain à la Compagnie d'assurances Prudential, 635 ouest, Dorchester, de 9h30 à midi et de 14h à 16h; à la station de métro Berri-Dumontigny, mezzanine, sortie Dupuis, de 10h30 à 17h30; à Longueuil, de 14h30 à 20h30.

CADIEUX (Gilles) — A Valleyfield, le 12 août 1975, à l'âge de 24 ans, est décédé M. Gilles Cadieux, gérant de la franchise de la Villa Kentucky à Beloeil, fils de Paul-Emile Cadieux et de Anita Lemay. Les funérailles auront lieu vendredi après-midi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.A. Larin & Fils, 317, rue Victoria, Valleyfield, pour se rendre à l'église St-Esprit, où le service sera célébré à 3h, et de là au cimetière de Valleyfield, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

CHARLEBOIS (Jeannette Bédard) — A Hamilton, Ontario, mardi le 12 août 1975 est décédée Jeannette Bédard, épouse bien-aimée de feu Jean Charlebois, mère de Jacques Mathieu, Mimie (Mme Keith Dancy), Louis Mathieu, Claude et Johanne (Mme G. Taylor), fille de feu le sénateur Henri S. Bédard. Les funérailles auront lieu jeudi le 14 courant. Le convoi funéraire partira des salons Wray, Walton, Wray, 1234, rue de la Montagne, pour se rendre à l'église St-Léon de Westmount où le service sera célébré à 10h a.m. et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture.

CHEVRIER (Eva) — A Montréal, le 13 août 1975, à l'âge de 84 ans, est décédée Mme Omer Chevrier, née Eva Bédard; elle laisse dans le deuil 7 enfants: Jeannette, Violette, Jacques, Guy, Pierre, Bernard et Louise, de même que 40 petits-enfants et 56 arrière-petits-enfants. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.-Paul Marchand, 4223, rue Papineau, à 2h15 pour se rendre à l'église Précieux-Sang de Repentigny, où le service sera célébré à 3h p.m. et de là au cimetière de Repentigny, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5h à 7h.

CHEVRIER (Roland) — A Old Orchard, le 11 août 1975 à l'âge de 57 ans, est décédé M. Roland Chevrier, époux de Rita Courtois. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Roland Bisson Engr., 11117, boul. St-Vital, pour se rendre à l'église Ste-Croix, où le service sera célébré à 10h et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

COMTOIS (Joseph) — A Montréal, le 12 août 1975 à l'âge de 78 ans, est décédé M. Joseph Comtois, époux de feu Marie-Laure Vanasse. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 7895, rue Notre-Dame est, pour se rendre à l'église St-François-d'Assise, où le service sera célébré à 9h a.m. et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. A la demande de la famille, salon fermé de 5 à 7h p.m.

CRAIG (Hélène) — A Montréal, le 11 août 1975, à l'âge de 46 ans, est décédée Mme André Craig, née Hélène Ethier. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 7895, rue Notre-Dame, pour se rendre à l'église St-François-d'Assise, où le service sera célébré à 10h a.m. et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

DAIGNEAULT (Pamélie) — A Verdun, le 11 août 1975 à l'âge de 84 ans, est décédée Mme veuve Jean-Baptiste Daigneault, née Pamélie Rochon, mère de Mme veuve René Daigneault (née Germaine Paiement), Edgar, époux d'Éliane Lamarche, Armand, époux d'Yvonne Dumas, Paul, époux de Gaby Sarrazin, Jean, époux de Huguette Forgues, Jeannette, épouse d'Adolphe Lapointe, Claire, époux de Frank Barré, Réjeanne, épouse de Maurice Brunet, et plusieurs petits-enfants; demeurant 858, 5ième Avenue, Verdun. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire L. Thériault Inc., 512, Rue de l'Église, à 14h45 pour se rendre à l'église Notre-Dame-de-Lourdes, où le service sera célébré à 2h p.m. et de là au cimetière de St-Hubert, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

DESMARIS (Mlle Laurette) — A Montréal, le 13 août 1975 à l'âge de 79 ans, est décédée Mlle Laurette Desmaris, fille de feu Arthur Desmaris et de feu Déla Girard. Elle laisse dans le deuil ses sœurs: Germaine Mlle Philippe Paquette, Rolande, Marcelle (Mme Albert Lefebvre), 1 frère Germain, ses belles-sœurs: Mme Laurent Desmaris (Eva Beliveau), Mme Maurice Desmaris (Thérèse Labelle) Mme Germaine Desmaris (Germaine Dussault), ainsi que plusieurs neveux et nièces. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons J. R. Deslauriers et Urgel Bourgie Ltée, 5650, rue Côte-des-Neiges, pour se rendre à l'église Notre-Dame-des-Neiges, où le service sera célébré à 2h p.m. et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h.

DE LAMIRANDE (Fernand) — A Ste-Thérèse, le 12 août 1975 à l'âge de 49 ans, est décédé M. Fernand De Lamirande, époux de Germaine Patry, père de Linda. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 745, rue Crémazie est, pour se rendre à l'église Ste-Thérèse-de-Fatima, où le service sera célébré à 10 heures, et de là au cimetière de Ste-Thérèse, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

DORAIS (Emilien) — A Ottawa, le 13 août 1975, à l'âge de 73 ans, est décédé M. Emilien Dorais, époux de Flore Houle; outre son épouse, il laisse son fils Pierre et son épouse Francine Filiatrault, Louise et son époux Michel Cataford et Danielle et son époux Florent Noël. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire Magnus Poirier Inc., 7388, rue Viau, St-Léonard pour se rendre à l'église Ste-Angèle-de-Merici, où le service sera célébré à 9h, et de là au cimetière de Coteau Station, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5h à 7h.

FILLION (Joseph-Edmond-Arcade) — A Montréal, le 14 août 1975, à l'âge de 83 ans, est décédé M. Joseph-Edmond-Arcade Fillion, époux de feu Blanche Pilon, père de Gabriel, Marie-Françoise Blouin, Guy, Marie-Paule (Mme Benoit Lachapelle), ainsi que plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons J. R. Deslauriers Ltée, 790, boul. Ste-Croix, St-Laurent pour se rendre à l'église paroissiale de l'Original, où le service sera célébré et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

GIROUX (Joseph Edouard) — A Montréal, le 12 août 1975, à l'âge de 84 ans, est décédé M. Joseph Edouard Giroux, époux en 2es nocces de feu Florida Blanche Girard et en 2es nocces de Nancy Bussières; outre son épouse, il laisse dans le deuil 4 fils, Roland, Paul-Emile, Gaétan et Robert, une fille Thérèse, un gendre, 4 belles-filles, ainsi que plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Société Coopérative des Frais Funéraires, 4848, rue Papineau, pour se rendre à l'église St-Pierre-Claver, où le service sera célébré à 11h a.m. et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. S.v.p. pas de fleurs, dons au Service d'hématologie de l'hôpital juif de Montréal seraient appréciés. Salon fermé de 5 à 7h p.m.

GIROUX (Joseph Edouard) — A Montréal, le 12 août 1975, à l'âge de 84 ans, est décédé M. Joseph Edouard Giroux, époux en 2es nocces de feu Florida Blanche Girard et en 2es nocces de Nancy Bussières; outre son épouse, il laisse dans le deuil 4 fils, Roland, Paul-Emile, Gaétan et Robert, une fille Thérèse, un gendre, 4 belles-filles, ainsi que plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Société Coopérative des Frais Funéraires, 4848, rue Papineau, pour se rendre à l'église St-Pierre-Claver, où le service sera célébré à 11h a.m. et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. S.v.p. pas de fleurs, dons au Service d'hématologie de l'hôpital juif de Montréal seraient appréciés. Salon fermé de 5 à 7h p.m.

Remerciements
— Mme Albert De Repentigny et M. et Mme Yves Carrière remercient sincèrement les personnes qui ont bien voulu leur témoigner des marques de sympathies à l'occasion du décès de M. Albert De Repentigny, survenu à Ste-Barbe, le 14 juin 1975, à l'âge de 69 ans, soit par offrande de messe, fleurs, sympathie, bouquet spirituel, télégrammes, visite ou assistance aux funérailles. Les personnes ayant omis de s'inscrire sont priées de considérer ces remerciements comme personnels.

GARCEAU (Rég. Père Charles, C.S.S.) — Le Père Bruno Hamel, supérieur général et les religieux de la Congrégation de la Fraternité Sacerdotale et les membres de la famille Garceau ont la douleur de vous faire part du décès du Père Charles Garceau, conseiller général et procureur auprès du Saint-Siège, décédé subitement le dimanche 10 août à l'âge de 58 ans. Il était le frère de Lise (Mme Bourget), Aline, Pierre, Raymond, Louis-Georges et Benoît, O.M.I. Le Père Charles Garceau était promoteur de la justice et défenseur du lien au tribunal régional de l'Archidiocèse d'Ottawa, en même temps que professeur à la Faculté de Droit canonique de l'Université St-Paul à Ottawa. La dépouille mortelle sera exposée à la maison générale de la Congrégation de la Fraternité Sacerdotale, 523, chemin du Lac St-Louis, Ville de Léry, Québec (près de Châteauguay) à compter de mardi soir jusqu'à jeudi 2h p.m. La dépouille mortelle sera ensuite transportée à la Fraternité Sacerdotale de Pointe-du-Lac (près de Trois-Rivières) où elle sera exposée jeudi soir et vendredi matin. Les funérailles auront lieu en l'église paroissiale de Pointe-du-Lac, le vendredi 15 août à 2h p.m. Les prêtres sont invités à concelebrer. Prière de porter aube et étole. Inhumation au cimetière de la communauté au même endroit.

HOGUE (Juliette) — A l'hôpital Royal Victoria, le 13 août 1975, à l'âge de 49 ans, est décédée Juliette Hogue, épouse d'Albert Hogue, mère bien-aimée de Lise (Mme J. Cartier), sœur de Gérard, Roméo, René, Charles et Aurèle (Mme F. Bacon). La dépouille mortelle sera exposée aux salons Feron Inc., 2035, rue Wellington, Avis des funérailles plus tard.

HUOT (Sr Marie-Anselme) — A l'hôpital Royal Victoria de Montréal, le 12 août 1975, est décédée Sr Marie-Anselme (Aldée) Huot. Les funérailles auront lieu à la Maison mère des Sœurs de la Providence, 5655 de Salaberry, Cartierville, vendredi le 15 août, à 2h p.m. Prière de ne pas envoyer de fleurs.

JAMIESON (Jules Gill) — A Pointe-aux-Trembles, le 13 août 1975, à l'âge de 33 ans, est décédé M. Jules Gill Jamieson, optométriste de Pointe-aux-Trembles, époux de Reine Chabouff. Outre son épouse, il laisse dans le deuil 2 enfants: Benoît 7 ans, Michelle 6 ans, ses parents M. et Mme Alphonse Jamieson, ses beaux-parents, M. et Mme Avila Chabouff. Les funérailles auront lieu jeudi le 14 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 11813, rue Notre-Dame est, P.A.T. pour se rendre à l'église Ste-Germaine-Cousin, où le service sera célébré à 4h, et de là au cimetière de Pointe-aux-Trembles, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LADOUCEUR (Marcel) — A Montréal, le 13 août 1975 à l'âge de 22 ans, est décédé M. Marcel Ladouceur, fils de Roger Ladouceur et de Marie-Rose Carrière, frère de Gilles (époux de Lise Benoit), Marie-Paule; petit-fils de Mme Albertine Carrière, oncle de Nathalie; lui survivent plusieurs oncles et tantes. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.-R. Deslauriers et Urgel Bourgie Ltée, 5650, chemin Côte-des-Neiges, pour se rendre à l'église St-Pascal-Baylon, où le service sera célébré à 9h30 et de là au cimetière de Mont-Royal, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. S.v.p. pas de fleurs, dons au Service d'hématologie de l'hôpital juif de Montréal seraient appréciés. Salon fermé de 5 à 7h.

LATREILLE (Orphélie) — A Coteau-Station, le 11 août 1975, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Joseph Edouard Latreille, née Orphélie Bourbonnais, demeurant chez son gendre, M. Jean-Charles Currier, rue Lippée, Coteau-Station. Les funérailles auront lieu jeudi le 14 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.E. Ménard et Fils, à Coteau-Landing, pour se rendre à l'église paroissiale de Coteau-Station, où le service sera célébré à 2h p.m. et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LEDUC (Léo) — A Montréal, le 12 août 1975, à l'âge de 68 ans, est décédé M. Léo Leduc, époux de Léa Bergevin; il laisse dans le deuil, 5 enfants: Mme André Guérard (Suzanne), Jean-Guy, Mme Georges Hallouay (Pierrette), Robert et Yves. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 4500, avenue Verdun, pour se rendre à l'église Notre-Dame-de-Sept-Douleurs, où le service sera célébré à 10h a.m. et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LA PRESSE
le cahier qui vous apprend à voyager économiquement.
• divertissant
• instructif
• utile
• illustré
Tous les samedis dans la presse

LAMBERT (Armand) — A Montréal le 12 août 1975 à l'âge de 70 ans est décédé Armand Lambert, époux d'Elida Delorme, demeurant rue Orléans, père de Lucille, épouse de Roger Samson, Françoise, épouse de Rolland Chaput, André, époux de Lucille Devoyault, Nicole, épouse de Claude Ménard, Normand époux de Nicole Joly, Jacques, époux de Suzanne Martin, Roger, époux de Micheline Pelletier, sa bru Mme veuve Aimé Lambert (Marcelle Chériar), ainsi que plusieurs petits-enfants. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Giguère et Tomasso Inc., 8893 rue Hochelaga, à 1h30 pour se rendre à l'église St-Jean-Baptiste de La-Salle, où le service sera célébré à 2h pm, et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h pm.

LANDRY (Véronique) — A Chomedey le 11 août 1975 à l'âge de 50 ans est décédée Mlle Véronique Landry, fille de feu M. et Mme Joseph Landry. Elle laisse 2 frères et 5 sœurs. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire F. Brisebois Inc., 1565 boul. Labelle, Chomedey, à 9h45 pour se rendre à l'église St-Martin, où le service sera célébré à 10h am, et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h pm.

LARUE (Marielle) — A Montréal, le 12 août 1975 à l'âge de 52 ans, est décédée Marielle Pepin, épouse de Cyrille Larue, courtier d'Assurances de Longueuil; outre son époux, elle laisse ses enfants: Pierre, Madeleine et André, sa mère Mme Abias Pepin, ses sœurs: Simone (Mme Roger Décarie), Madeleine (Mme Maurice Tanguay), Lise (Mme Gilles Mercille), Marguerite, ses frères et belles-sœurs: Maurice (Rita Brouillette), Gilles (Denise Brissette), Claude (Laurette Morency), Pierre, Denis (Ghislain Fournier), Mme Yolande LaRue et M. et Mme Jean-Paul LaRue, ainsi que plusieurs neveux et nièces. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire Ed. Darche et Fils Inc., 505, boul. Curé-Poirier ouest, Longueuil, pour se rendre à l'église St-Antoine, où le service sera célébré à 9h30 et de là au cimetière de St-Antoine de Longueuil, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h p.m. Des dons à l'Institut du cancer de Montréal, a/s de l'Hôpital Notre-Dame (1560 Sherbrooke est), Montréal, seraient appréciés.

LARUE (Marielle) — A Montréal, le 12 août 1975 à l'âge de 52 ans, est décédée Marielle Pepin, épouse de Cyrille Larue, courtier d'Assurances de Longueuil; outre son époux, elle laisse ses enfants: Pierre, Madeleine et André, sa mère Mme Abias Pepin, ses sœurs: Simone (Mme Roger Décarie), Madeleine (Mme Maurice Tanguay), Lise (Mme Gilles Mercille), Marguerite, ses frères et belles-sœurs: Maurice (Rita Brouillette), Gilles (Denise Brissette), Claude (Laurette Morency), Pierre, Denis (Ghislain Fournier), Mme Yolande LaRue et M. et Mme Jean-Paul LaRue, ainsi que plusieurs neveux et nièces. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire Ed. Darche et Fils Inc., 505, boul. Curé-Poirier ouest, Longueuil, pour se rendre à l'église St-Antoine, où le service sera célébré à 9h30 et de là au cimetière de St-Antoine de Longueuil, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h p.m. Des dons à l'Institut du cancer de Montréal, a/s de l'Hôpital Notre-Dame (1560 Sherbrooke est), Montréal, seraient appréciés.

LATREILLE (Orphélie) — A Coteau-Station, le 11 août 1975, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Joseph Edouard Latreille, née Orphélie Bourbonnais, demeurant chez son gendre, M. Jean-Charles Currier, rue Lippée, Coteau-Station. Les funérailles auront lieu jeudi le 14 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.E. Ménard et Fils, à Coteau-Landing, pour se rendre à l'église paroissiale de Coteau-Station, où le service sera célébré à 2h p.m. et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LATREILLE (Orphélie) — A Coteau-Station, le 11 août 1975, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Joseph Edouard Latreille, née Orphélie Bourbonnais, demeurant chez son gendre, M. Jean-Charles Currier, rue Lippée, Coteau-Station. Les funérailles auront lieu jeudi le 14 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.E. Ménard et Fils, à Coteau-Landing, pour se rendre à l'église paroissiale de Coteau-Station, où le service sera célébré à 2h p.m. et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LEDUC (Léo) — A Montréal, le 12 août 1975, à l'âge de 68 ans, est décédé M. Léo Leduc, époux de Léa Bergevin; il laisse dans le deuil, 5 enfants: Mme André Guérard (Suzanne), Jean-Guy, Mme Georges Hallouay (Pierrette), Robert et Yves. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 4500, avenue Verdun, pour se rendre à l'église Notre-Dame-de-Sept-Douleurs, où le service sera célébré à 10h a.m. et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

NAISSANCE
CAMPEAU — Jacques et Monique, née Bumbay, ont l'heureux plaisir d'annoncer la naissance de leur fille chérie, Mylène, née le dimanche 10 août à 14 hres, à l'hôpital Lakeshore General. La maman et le bébé se portent bien.

LEFEBVRE (Antoinette) — A Montréal, le 13 août 1975, à l'âge de 88 ans, est décédée Mme veuve Napoléon Ovil Lefebvre, née Antoinette Leclaire. Elle laisse dans le deuil 8 enfants: Gabrielle (Mme Paul Gendron), Jean-Louis, époux de Marie-Reine Sylvestre, Yvette (Mme Roger Boudrias), Marielle (Mme Harold Hampson), Cécile (Mme André Larivière), Françoise (Mme Gérard Dagenais), Bernadette (Mme Roland Simard), Jacqueline (Mme Yves Poirier), 1 bru, Mme veuve Maurice Lefebvre, plusieurs petits-enfants et arrière-petits-enfants. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 11813, rue Notre-Dame est, P.A.T. pour se rendre à l'église Ste-Germaine-Cousin, où le service sera célébré à 9h et de là au four crématoire, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Prière de ne pas envoyer de fleurs.

MAILHOT (Roger) — A Pierrefonds, le 11 août 1975, à l'âge de 62 ans, est décédé M. Roger Mailhot, époux de Pierrette Larin; outre son épouse, il laisse dans le deuil, ses enfants Pierre et Yves. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons J.A. Legault, 16114 ouest, boul. Gouin, pour se rendre à l'église Ste-Suzanne de Pierrefonds, où le service sera célébré à 10h am, et de là au cimetière de Pierrefonds, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

MORENCY (Gérard-E.) — A St-Vincent-de-Paul, le 11 août 1975, à l'âge de 67 ans, est décédé M. Gérard-E. Morency, époux de Laurette Labelle. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons J. M. D. Cyr Engr., 1039, rue du Collège pour se rendre à l'église St-Vincent-de-Paul, où le service sera célébré à 11h a.m. et de là au cimetière de St-Vincent-de-Paul, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

MORENCY (Gérard-E.) — A St-Vincent-de-Paul, le 11 août 1975, à l'âge de 67 ans, est décédé M. Gérard-E. Morency, époux de Laurette Labelle. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons J. M. D. Cyr Engr., 1039, rue du Collège pour se rendre à l'église St-Vincent-de-Paul, où le service sera célébré à 11h a.m. et de là au cimetière de St-Vincent-de-Paul, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

NATUCCI (Guiseppe) — A Montréal le 12 août 1975 à l'âge de 48 ans est décédé M. Guiseppe Natucci, époux de Flora Casini. Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 2095 rue de Salaberry, pour se rendre à l'église Notre-Dame-de-la-Défense, où le service sera célébré à 11h am, et de là au cimetière de Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

PLOUFFE (Marie-Louise) — Au foyer St-François, le 13 août 1975, à l'âge de 83 ans, est décédée Mme Antonio Plouffe née Marie-Louise Lamoureux, autrefois de Mascouche. Elle laisse dans le deuil 1 fille, Solange, 2 fils: Noël et Jacques ainsi que 4 petits-enfants et plusieurs autres parents et amis. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire Roch & Frères et Crépau, 2904, rue Dupras, à Mascouche pour se rendre à l'église St-Henri-de-Mascouche, où le service sera célébré à 11h et de là au cimetière de Mascouche, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5 à 7h.

ROBERT (Hector) — A Fort Lauderdale, Floride, à la suite d'une courte maladie, le 8 août 1975, est décédé M. Hector Robert, il laisse dans le deuil son épouse, Dame Jersey Barclay, ses enfants: Dame Agnes Robert, épouse de Jean-Gabriel Mercier, Edward Robert et Andrey Robert, veuve de Jacques Paquette et de nombreux petits-enfants. Les funérailles ont eu lieu lundi le 11 août à Fort Lauderdale et l'inhumation au cimetière de l'Est. Dons à la Fondation du Rein, 3785, Côte-de-Liesse, Montréal, seraient appréciés par la famille.

ROBERT (Hector) — A Fort Lauderdale, Floride, à la suite d'une courte maladie, le 8 août 1975, est décédé M. Hector Robert, il laisse dans le deuil son épouse, Dame Jersey Barclay, ses enfants: Dame Agnes Robert, épouse de Jean-Gabriel Mercier, Edward Robert et Andrey Robert, veuve de Jacques Paquette et de nombreux petits-enfants. Les funérailles ont eu lieu lundi le 11 août à Fort Lauderdale et l'inhumation au cimetière de l'Est. Dons à la Fondation du Rein, 3785, Côte-de-Liesse, Montréal, seraient appréciés par la famille.

ROBERT (Hector) — A Fort Lauderdale, Floride, à la suite d'une courte maladie, le 8 août 1975, est décédé M. Hector Robert, il laisse dans le deuil son épouse, Dame Jersey Barclay, ses enfants: Dame Agnes Robert, épouse de Jean-Gabriel Mercier, Edward Robert et Andrey Robert, veuve de Jacques Paquette et de nombreux petits-enfants. Les funérailles ont eu lieu lundi le 11 août à Fort Lauderdale et l'inhumation au cimetière de l'Est. Dons à la Fondation du Rein, 3785, Côte-de-Liesse, Montréal, seraient appréciés par la famille.

SADORY (Maria "Marietta") — A Montréal, le 12 août 1975 à l'âge de 81 ans, est décédée Mme veuve Attilio Sadory, née Maria (Marietta) Ugucioni, mère de Aldo (époux de Aliane Provost), Nellie, Nella (épouse de Marcel Thibault). Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons Granato Engr., 292, rue Jean-Talon est, pour se rendre à l'église St-François-d'Assise où le service sera célébré à 2 h p.m. et de là au cimetière de Delson lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

SASSEVILLE (Cora) — A Montréal, le 13 août 1975, à l'âge de 91 ans, est décédée Cora Moody, épouse de feu l'avocat Emile-L. Sasseville, autrefois de Terrebonne. Elle laisse dans le deuil, ses enfants: Yves, époux de Louise Desrochers, et Jean-Claude. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc. & J.S. Vallée Ltée, 1111, rue Laurier ouest, Outremont, à 10 h a.m. pour se rendre à l'église St-Louis-de-Terrebonne, où le service sera célébré à 11 h a.m. et de là au cimetière du même endroit, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Prière de ne pas envoyer de fleurs.

SAVARIA (Alice) — A St-Lambert, le 12 août 1975 est décédée Alice Savaria. Elle laisse dans le deuil ses sœurs: Hélène et Mme Emilien Robert (Yvette), son frère Charles et sa belle-sœur Jeanne, ainsi que sa nièce Mme Gilles Parthenais (Suzette), Robert et Roxanne. Les funérailles auront lieu samedi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 63, avenue Lorne, St-Lambert, pour se rendre à l'église paroissiale où le service sera célébré à 10h30 et de là au cimetière de Varennes, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

TANGUAY (Hilaire) — A Longueuil, le 12 août 1975, à l'âge de 63 ans est décédé M. Hilaire Tanguay, époux en 1ères nocces de feu Blanche Viau et en 2es nocces de Marie Normandin; il laisse outre son épouse, ses enfants: Jean-Jacques, Fernand, Lise et Suzanne, ses sœurs: Mme Roméo Chapdelaine, (Gracia), Mlle Eveline Tanguay, Mme Roméo Viau (Gertrude). Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire E. Darche et Fils Inc., 505, boul. Curé Poirier, o., Longueuil, pour se rendre à l'église Sacré-Coeur, où le service sera célébré à 10h et de là au cimetière Ste-Clothilde, comté de Châteauguay, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5h à 7h. S.v.p. pas de fleurs, dons à la Société Canadienne du Cancer seraient appréciés.

TANGUAY (Hilaire) — A Longueuil, le 12 août 1975, à l'âge de 63 ans est décédé M. Hilaire Tanguay, époux en 1ères nocces de feu Blanche Viau et en 2es nocces de Marie Normandin; il laisse outre son épouse, ses enfants: Jean-Jacques, Fernand, Lise et Suzanne, ses sœurs: Mme Roméo Chapdelaine, (Gracia), Mlle Eveline Tanguay, Mme Roméo Viau (Gertrude). Les funérailles auront lieu vendredi le 15 courant. Le convoi funéraire partira de la résidence funéraire E. Darche et Fils Inc., 505, boul. Curé Poirier, o., Longueuil, pour se rendre à l'église Sacré-Coeur, où le service sera célébré à 10h et de là au cimetière Ste-Clothilde, comté de Châteauguay, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salon fermé de 5h à 7h. S.v.p. pas de fleurs, dons à la Société Canadienne du Cancer seraient appréciés.

TASSE (Serge) — A Ste-Dorothée, accidentellement, le 12 août 1975 à l'âge de 3